

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1656

8 juin 2016

### SOMMAIRE

BGM Spring S.A. ....	79444	Easterise Global S.à r.l. ....	79447
BITS S.à r.l. ....	79445	Eastman Chemical Global Holdings S.à r.l. ..	79447
BMI S.A., SPF ....	79449	Ecotropic Consulting S.A. ....	79448
BR Telex S.à r.l. ....	79450	Ecotropic Consulting S.A. ....	79448
Caliper Acquisition International S.à r.l. ....	79446	Elite Advisers ....	79446
Calliway Investment S.à r.l. ....	79445	Ely International SPF S.A. ....	79448
Carmelite Riverside London S.à r.l. ....	79446	Emma (BC) Holdings S.C.A. ....	79447
ClinTec Luxembourg ....	79446	Ensemble environnement / patrimoine écologi- que, culturel et artistique ....	79447
C & L Investments S.A. ....	79445	Espirito Santo Health Care Investments S.A. .....	79447
Compagnie Financière de Ficquelmont S.à r.l. .....	79442	Ets Vande Maele Sàrl ....	79449
C&P Funds ....	79445	Euro-Pe Select Opportunities SICAV SIF SCS .....	79449
Cumber S.A. ....	79442	Euro-Pe Select Opportunities SICAV SIF SCS .....	79449
Cumber S.A. ....	79442	Evia Finance S.à r.l. ....	79448
Dalba Partners S.A. ....	79444	LD Export S.à r.l. ....	79487
Développement Immobilier S.A. ....	79443	Main S.à r.l. ....	79488
Digital Services XVI S.à r.l. ....	79444	Syniverse Europe Finance S.à r.l. ....	79475
Dirbach Plage Immobilier S.à r.l. ....	79443	Syniverse Luxembourg Holdings 1 S.à r.l. ....	79481
Dome Topco S.à r.l. ....	79443	Trascandia S.A. ....	79450
Domus Aurea ....	79442	Tribu S.à r.l. ....	79463
Don Ros Co S.A. ....	79443	UBS Global Private Equity Growth III Feeder SCA, SICAV-SIF ....	79451
D-R Luxembourg Holding 2 ....	79450	Vita Cell ....	79442
Drosbach Holding (Luxemburg) SA ....	79444		
D. Soft Europa-ipc.eu ....	79442		
Dumesnil Développement S.à r.l. ....	79443		
Easterise Global S.à r.l. ....	79448		

**Cumber S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 109.501.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 11 avril 2016.

Référence de publication: 2016091239/10.

(160060071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Cumber S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 109.501.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 11 avril 2016.

Référence de publication: 2016091240/10.

(160060072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**D. Soft Europa-ipc.eu, Société à responsabilité limitée,  
(anc. Vita Cell).**

Siège social: L-8399 Windhof, 3, rue d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 148.934.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091241/10.

(160060436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Compagnie Financière de Ficquelmont S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, Avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 159.533.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-1610 Luxembourg, le 12 avril 2016.

Monsieur Bernard Mertens

*Gérant*

Référence de publication: 2016091227/12.

(160060298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Domus Aurea, Société Anonyme.**

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.  
R.C.S. Luxembourg B 204.199.

*Extrait de la résolution prise par l'administrateur unique en date du 12 avril 2016*

Le changement d'adresse du Commissaire aux Comptes de la Société est porté à la connaissance du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, en vue de mettre à jour les informations y figurant, comme suit:

- Tax Consult S.A., société anonyme, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.223, ayant sa nouvelle adresse au 20, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Référence de publication: 2016091259/12.

(160060418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Développement Immobilier S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 114.243.

## EXTRAIT

Il résulte d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 29 mars 2016 qu'il est mis fin au mandat de la société FIDUCENTER S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, comme dépositaire des actions au porteur.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2016091255/13.

(160060373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Dirbach Plage Immobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9153 Dirbach, Dirbach-Plage.  
R.C.S. Luxembourg B 107.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monsieur Ferdinand Godefridus Maria Rammelt

*Le gérant technique*

Référence de publication: 2016091256/11.

(160059857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Dumesnil Développement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 381.760,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 182.617.

Les comptes annuels arrêtés au 5 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2016.

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2016091262/12.

(160060405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Dome Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 190.296.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091250/9.

(160059914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Don Ros Co S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 72.588.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091251/9.

(160060401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Digital Services XVI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.625,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 186.466.

—  
La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 7 avril 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1690 du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Digital Services XVI S.à r.l.

Référence de publication: 2016091248/14.

(160060205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Drosbach Holding (Luxemburg) SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 91.899.

—  
L'assemblée générale des actionnaires du 21 mars 2016 accepte la démission de son poste d'administrateur de Monsieur Romain Hartmann.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2016.

G.T. Experts Comptables S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2016091252/13.

(160059920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Dalba Partners S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 53, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 175.462.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2016.

Monsieur Patrice DEYGLUN

*Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2016091253/12.

(160060505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**BGM Spring S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 165.315.

—  
*Extrait de procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 19 février 2016*

*Résolution*

L'assemblée a décidée de nommer, pour une période expirant lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2018:

- Madame Sarah Lobo, demeurant professionnellement à 16 rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, en tant qu'administrateur A en remplacement à Madame Virginie Derains.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 11 avril 2016.

Référence de publication: 2016091183/15.

(160060013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**BITS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6477 Echternach, 38, rue des Remparts.  
R.C.S. Luxembourg B 144.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature  
*Mandataire*

Référence de publication: 2016091184/11.

(160060646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**C & L Investments S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 70.549.

Par la présente, la soussignée Fiduciaire Mevea Luxembourg S.à.R.L., ayant son siège social à Luxembourg, dénonce en date du 5 avril 2016 la convention de domiciliation qui la lie à la société anonyme C&L INVESTMENTS S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 70549 ainsi que le siège social fixé au 45-47 Route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Mevea Luxembourg S.à R.L.

Référence de publication: 2016091195/12.

(160060670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**C&P Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 76.126.

*Extrait de la résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg en date du 11 avril 2016*

L'Assemblée Générale Ordinaire décide le renouvellement des mandats des Administrateurs pour une période de six ans se terminant avec l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du Fonds en 2022 qui approuvera le rapport annuel audité de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2021.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide le renouvellement du mandat de KPMG Luxembourg, Société coopérative, ayant son siège social au 39 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de Réviseur d'Entreprises Agréé, pour une période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091196/15.

(160060612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Calliway Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 166.501.

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique de la Société du 31 mars 2016 que:

- La démission de Mme Sandrine BISARO, gérant de la Société, avec effet au 12 février 2016, a été acceptée.
- La personne suivante a été nommée gérant de la Société, avec effet au 12 février 2016 et ce pour une durée indéterminée:  
\* Mme Yuliya BAY-LANGER, née le 20 février 1984 à Kiev, Ukraine, résidant professionnellement au 9, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 11 avril 2016.

Référence de publication: 2016091198/16.

(160059950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Carmelite Riverside London S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 168.867.

—  
*Extrait des résolutions du conseil de gérance en date du 4 avril 2016*

Suite aux résolutions du conseil de gérance prises en date du 4 avril 2016, il a été décidé de transférer le siège social de la Société du 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg avec effet au 4 avril 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 12 avril 2016.

Référence de publication: 2016091199/14.

(160060249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**ClinTec Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 147.878.

—  
Les comptes consolidés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091208/9.

(160060631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Caliper Acquisition International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 166.851.

—  
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 Avril 2016.

Caliper Acquisition international S.à r.l.

Christiaan van Arkel

*Manager*

Référence de publication: 2016091197/14.

(160060673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Elite Advisers, Société Anonyme.**

Siège social: L-1857 Luxembourg, 94, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 124.371.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la société tenue en date du 12 avril 2016*

Il résulte de l'assemblée générale des actionnaires de la société que:

- Le nom de l'administrateur Madame Miriam Mascherin est à amender par le nom de Madame Miriam Wilson
- L'adresse professionnelle de l'administrateur Madame Miriam Wilson est transférée au 94, rue du Kiem, L-1857 Luxembourg avec effet immédiat
- L'adresse professionnelle de l'administrateur Monsieur Michel Tamisier est transférée au 94, rue du Kiem, L-1857 Luxembourg avec effet immédiat
- L'adresse professionnelle du réviseur d'entreprises agréé H.R.T. Révision S.A. est transférée au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen avec effet immédiat

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091270/17.

(160060258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Eastman Chemical Global Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 18.946,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 181.936.

—  
*Extrait des décisions prises par les associés de la Société le 30 mars 2016*

Le 30 mars 2016, les associés de Eastman Chemical Global Holdings S.à r.l. ont pris la résolution suivante:

- De révoquer Mr. Godefroy Motte en qualité de Gérant de type A de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016;

Luxembourg, le 12 avril 2016.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2016091269/14.

(160060190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Emma (BC) Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 158.835.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2016.

Référence de publication: 2016091271/10.

(160060015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Ensemble environnement / patrimoine écologique, culturel et artistique, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5335 Moutfort, 20, Gappenhiehl.

R.C.S. Luxembourg B 87.779.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2016091273/10.

(160059934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Easterise Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8052 Bertrange, 9, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 173.689.

—  
Par la présente, je vous remets ma démission en tant que «gérant technique» de votre société et ceci avec effet immédiat.  
Luxembourg, le 19 novembre 2015.

Référence de publication: 2016091268/9.

(160060676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Espirito Santo Health Care Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 172.560.

—  
Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2016.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2016091298/11.

(160059844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Evia Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 167.366.

Par la présente, nous vous informons de notre décision de démissionner de notre mandat de gérant unique de votre société avec effet immédiat à la date du 15 mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 11 avril 2016.

York Simcoe Investments Inc.

Siège social: 1, Yonge Street, Toronto, Ontario, Canada

N° d'immatriculation: 2124354 (Ontario - Canada)

Référence de publication: 2016091285/14.

(160059848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Ecotropic Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Münsbach, 13, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 123.130.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016091287/10.

(160060166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Ecotropic Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Münsbach, 13, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 123.130.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016091288/10.

(160060167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Ely International SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 10.357.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ELY INTERNATIONAL SPF S.A.

Référence de publication: 2016091292/10.

(160060679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Easterise Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8052 Bertrange, 9, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 173.689.

Par la présente, je vous remets ma démission en tant que «Gérant Administratif» de votre société et ceci avec effet immédiat.

Bertrange, le 21/01/2016.

Jean-Jacques ANDRE.

Référence de publication: 2016091267/10.

(160060676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---



**Ets Vande Maele Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 26-30, avenue du X Septembre.  
R.C.S. Luxembourg B 20.247.

Le bilan au 31.12.2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2016.

Pour ordre  
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.  
Boîte Postale 1307  
L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2016091274/14.

(160060332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Euro-Pe Select Opportunities SICAV SIF SCS, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 188.825.

*Extrait des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle en date du 8 avril 2016*

En date du 8 avril 2016, l'Assemblée Générale Annuelle a décidé:

- de renouveler le mandat de Deloitte Audit, en qualité de Réviseur d'Entreprises agréé, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2017.

Luxembourg, le 11 avril 2016.

Pour extrait sincère et conforme  
*Pour Euro-Pe Select Opportunities SICAV SIF SCS*  
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2016091279/16.

(160060261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Euro-Pe Select Opportunities SICAV SIF SCS, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 188.825.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Euro-PE Select Opportunities SICAV SIF SCS*  
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2016091280/12.

(160060288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**BMI S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 183.546.

EXTRAIT

Les administrateurs lors d'un conseil d'administration tenue en date du 20 avril 2015 ont élu parmi eux comme président Madame Kenza Bennani, née le 9 juillet 1983 à Casablanca (Maroc), demeurant au 77, rue de la Pompe, F-75016 Paris, la durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016091189/12.

(160060152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**BR Telex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 157.582.

—  
*Extrait des résolutions de l'associé unique du 15 mars 2016*

Il résulte des dites résolutions que:

1. Monsieur Joel Davidson, a démissionné de sa fonction de gérant de la Société avec effet au 15 Mars 2016.
2. Le nombre de gérants de la Société a diminué de cinq à quatre.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- Delloula Aouinti - gérante
- Joanne Fitzgerald - gérante
- Audrey Lewis - gérante
- Alexis Gisselbrecht - gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 15 Mars 2016.

*Pour BR Telex S.à r.l.*

Joanne Fitzgerald

*Gérante*

Référence de publication: 2016091191/22.

(160059867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**D-R Luxembourg Holding 2, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 180.705,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 147.849.

—  
*Extrait de résolutions prises par l'associé unique de la société à Luxembourg le 5 avril 2016*

L'assemblée générale a accepté la démission de Monsieur Raymond L. CARNEY Jr. et de Monsieur Robert John SALTARELLI en tant que gérants de catégorie B de la Société.

L'assemblée générale a nommé, avec effet au 31 mars 2016 et pour une période illimitée en tant que gérants de catégorie B de la Société:

- Monsieur John Henry LOHMAN JR, né le 25 mai 1959 à New York, USA, demeurant professionnellement à 10205 Westheimer, Suite 1000, Houston, Texas 77042, USA;
- Madame Martha Rose VANCE, née le 19 avril 1969 en Louisiane, USA, demeurant professionnellement à 10205 Westheimer, Suite 1000, Houston, Texas 77042, USA.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091242/18.

(160060164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

---

**Trascandia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34A, rue Philippe II.  
R.C.S. Luxembourg B 172.651.

—  
Le bilan au 31.12.2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2016.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boite Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2016092340/14.

(160060795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2016.

---

**UBS Global Private Equity Growth III Feeder SCA, SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, Avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 204.586.

—  
STATUTEN

Im Jahr zweitausendundsechzehn, am vierten Tag des Monats März.

Vor Uns Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1. die UBS Global Private Equity GP S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 190.536, mit Gesellschaftssitz in 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg und einem Stammkapital in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) als General Partner (der General Partner, wobei jeder Verweis in dieser Satzung auf den General Partner zugleich als Verweis auf eine vom General Partner ermächtigte Person zu verstehen ist);

hier vertreten durch Frau Miriam Mielcarek, Volljuristin, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 25. Februar 2016, ausgestellt in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, und

2. die UBS AG, eine Aktiengesellschaft, gegründet und bestehend nach Schweizer Recht, eingetragen im Schweizer Handelsregister unter der Nummer 101.329.561, mit Gesellschaftssitz in Bahnhofstr.45, CH-8001 Zürich und Aeschenvorstadt 1, CH-4051 Basel, Schweiz, als Gründungsaktionär (der Gründungsaktionär);

hier vertreten durch Frau Miriam Mielcarek, Volljuristin, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 23. Februar 2016, ausgestellt in Zürich, Schweiz.

Besagte Vollmachten, welche von der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und dem Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit derselben bei den Registrierungsbehörden hinterlegt zu werden.

Die erschienenen Parteien haben den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen wollen:

SATZUNG:

**Abschnitt I - Name - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz**

**Art. 1. Name.** Zwischen dem General Partner und den Zeichnern der Aktien sowie allen künftigen Anlegern (zusammen die Anleger) besteht eine Kommanditgesellschaft auf Aktien ("société en commandite par actions"), welche gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das Gesetz von 2007) unter der Bezeichnung UBS Global Private Equity Growth III Feeder SCA, SICAV-SIF (der Fonds) als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) als SICAV gilt. Der Fonds ist als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in der Gesellschaftsform einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) organisiert und unterliegt als solcher dem Gesetz von 2007, dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Form (das Gesetz) sowie der hier vorliegenden Satzung.

Der Fonds qualifiziert zudem als alternativer Investmentfonds (ein AIF) im Sinne des Artikels 1 Absatz 39 des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds (das Gesetz von 2013) und hat in Übereinstimmung mit Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe a) des Gesetzes von 2013 einen Verwalter alternativer Investmentfonds im Sinne des Artikel 1 Absatz 46 des Gesetzes von 2013 bestellt (der Manager).

**Art. 2. Dauer.** Der Fonds beginnt am 4. März 2016 und läuft bis zum Eintritt eines der nachfolgenden Ereignisse:

(a) dem zehnten Jahrestag des ersten Zeichnungsschlusses des Master-Fonds, wobei der General Partner oder eine von ihm ermächtigte Person in ihrem Ermessen berechtigt sind, die Laufzeit des Master-Fonds und folglich die des Fonds drei Mal um jeweils zwei Jahre zu verlängern; oder

(b) bei Eintritt eines der folgenden Ereignisse, vorbehaltlich der hiernach vorgesehenen Verlängerungsmöglichkeit:

Ungeachtet der Bestimmungen in (a) endet der Fonds bei Eintritt eines der nachfolgenden Ereignisse:

(aa) Auflösung des General Partners, wobei klargestellt wird, dass eine Verschmelzung oder ein Formwechsel des General Partners keine Auflösung begründet; oder

(bb) Eröffnung des Insolvenzverfahrens über das Vermögen des General Partners oder Ablehnung der Eröffnung eines derartigen Verfahrens mangels Masse.

Trotz Eintritts eines der vorstehenden Ereignisse besteht der Fonds fort, wenn innerhalb von 90 Tagen nach Eintritt eines der vorstehenden Ereignisse die Kommanditaktionäre (im Folgenden die Aktionäre), die mindestens zwei Drittel der gesamten Kapitalzusagen der Aktionäre auf sich vereinigen, die Fortsetzung des Fonds beschließen und einen neuen General Partner als Nachfolger bestellen. In diesem Fall scheidet der bisherige General Partner mit dem Beschluss zur Fortsetzung des Fonds und der Bestellung des neuen Komplementärs aus dem Fonds aus.

### **Art. 3. Zweck.**

3.1. Der Zweck des Fonds im Allgemeinen ist es, das ihm zur Verfügung stehende Kapital in, gemäß dem Gesetz von 2007, zulässige Vermögenswerte der UBS Global Private Equity Growth III SLP-SIF, eines in Luxemburg ansässigen spezialisierten Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale) (der Master-Fonds), zu investieren. Die besonderen Anlageziele und Anlagerichtlinien werden in dem vom Fonds ausgegebenen Emissionsdokument (das Emissionsdokument) und in dem vom Master-Fonds ausgegebenen Emissionsdokument (das Master-Fonds Emissionsdokument) in der jeweils gültigen Fassung und in dem Gesellschaftsvertrag des Master-Fonds dargestellt.

3.2. Der Fonds darf grundsätzlich alle Maßnahmen ergreifen und alle Transaktionen durchführen, die er zur Erreichung und Entwicklung seines Zwecks für erforderlich hält, vorausgesetzt der Fonds beachtet die in Ziffer 3.1 dieser Satzung geregelten Beschränkungen sowie die im Gesetz von 2007 enthaltenen Bestimmungen.

### **Art. 4. Eingetragener Sitz.**

4.1. Der eingetragene Sitz des Fonds befindet sich in Luxemburg-Stadt im Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen und sonstige Vertretungen können durch Beschluss des General Partner sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland gegründet werden.

4.2. Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss des General Partner innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden. Die Verlegung in eine andere Gemeinde des Großherzogtums bedarf einer außerordentlichen Hauptversammlung der Anleger.

4.3. Sollte der General Partner feststellen, dass außerordentliche politische, militärische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftstätigkeit des Fonds an seinem eingetragenen Sitz beeinträchtigen würden, oder wenn die Kommunikation zwischen besagtem Sitz und Personen im Ausland eingestellt wird, kann der eingetragene Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außerordentlichen Umstände vollständig beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf die Nationalität des Fonds, der ungeachtet der vorübergehenden Verlegung seines eingetragenen Sitzes ein luxemburgischer Fonds bleibt.

**Art. 5. Haftung.** Der General Partner ist Geschäftsführer (gérant) und unbeschränkt haftender Aktionär des Fonds. Er hält eine Unbeschränkt Haftende Aktie (wie unten definiert) (action de commandité), die nicht übertragbar ist und weder zu Dividendenzahlungen noch zu Kapitalrückführungen berechtigt.

Der General Partner haftet persönlich und unbeschränkt für die Verbindlichkeiten des Fonds, die nicht aus dessen Vermögen bezahlt werden können.

Die Aktionäre haben keinerlei Vertretungsbefugnisse im Zusammenhang mit dem Fonds. Einzig im Rahmen der Generalversammlung können die Aktionäre ihre Aktionärsrechte ausüben. Sie haften Dritten gegenüber nur in der Höhe ihrer Einlage.

## **Abschnitt II - Fondskapital - Aktien - Nettoinventarwert**

### **Art. 6. Fondskapital.**

6.1. Das Aktienkapital des Fonds ist aufgeteilt in Aktien, die von unbeschränkt haftenden Anlegern gehalten werden (die Unbeschränkt Haftende/n Aktie/n) und Aktien, die von beschränkt haftenden Anlegern gehalten werden (die Beschränkt Haftende/n Aktie/n) und soll jederzeit dem Mindestkapital gemäß nachfolgendem Artikel 6.4. entsprechen (die Unbeschränkt Haftende/n Aktie/n und die Beschränkt Haftende/n Aktie/n werden nachfolgend zusammen als die Aktien bezeichnet).

6.2. Die Unbeschränkt Haftenden Aktien sind durch den General Partner zu zeichnen. Die Beschränkt Haftenden Aktien werden sachkundigen Anlegern im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 angeboten (jeder ein Sachkundiger Anleger).

6.3. Das Anfangskapital des Fonds beläuft sich auf einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000), aufgeteilt in eine (1) Unbeschränkt Haftende Aktie und dreißig (30) Beschränkt Haftende Aktien ohne Nennwert.

6.4. Das Mindestkapital des Fonds beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-). Der Fonds muss dieses Mindestkapital innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung des Fonds als Spezialisierter Investmentfonds gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 erreicht haben.

6.5. Der General Partner ist unbeschränkt berechtigt, jederzeit gemäß nachstehendem Artikel 7 zusätzliche Aktien zu einem vom General Partner festgesetzten Ausgabepreis entsprechend dem Emissionsdokument auszugeben. Den bestehenden Anlegern muss hierbei kein Bezugsrecht zur Zeichnung der auszugebenden Aktien eingeräumt werden.

6.6 Der General Partner erlässt Vorschriften, die eine faire Behandlung der Anleger gewährleisten, sowie, wann immer ein Anleger eine Vorzugsbehandlung oder einen Anspruch auf eine solche Behandlung erhält, eine Erläuterung dieser Behandlung, der Art der Anleger, die eine solche Vorzugsbehandlung erhalten, sowie gegebenenfalls der rechtlichen oder wirtschaftlichen Verbindungen zwischen diesen Anlegern und dem Fonds, dem General Partner oder dem Manager. Näheres regelt das Emissionsdokument.

**Art. 7. Veränderung des Fondskapitals.** Das Fondskapital entspricht zu jeder Zeit dem Nettovermögenswert aller Aktien des Fonds. Das Fondskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch den Fonds, die Vornahme von Ausschüttungen, den Rückkauf oder die Rücknahme von Aktien durch den Fonds erhöhen oder vermindern.

**Art. 8. Aktienklassen.** Der General Partner kann jederzeit verschiedene Aktienklassen ausgeben (eine Klasse oder Klassen, je nachdem), die mit unterschiedlichen Rechten und Pflichten verbunden sind. Die Aktien werden gemäß nachstehendem Artikel 9 gemäß den vom General Partner beschlossenen Bestimmungen ausgegeben, deren Einzelheiten dem Emissionsdokument zu entnehmen sind. Die Aktienklassen unterscheiden sich insbesondere in der Höhe der Kapitalzusagen sowie den damit verbundenen Auswirkungen auf den Nettoinventarwert pro Aktie aufgrund der damit verbundenen Managementvergütung des General Partners, wie näher dem Emissionsdokument zu entnehmen ist.

**Art. 9. Form der Aktien.**

9.1. Der Fonds gibt ausschließlich Namensaktien ohne Nennwert aus.

9.2. Alle ausgegebenen Namensaktien des Fonds werden im Aktienregister der Anleger (das Aktienregister) eingetragen, das vom General Partner oder von einer oder mehreren hierfür vom General Partner ernannten Personen geführt wird. Dieses Aktienregister enthält den Namen jedes Anlegers, seinen gegenüber der Bank angegebenen Wohnsitz sowie die Anzahl der von ihm gehaltenen Namensaktien.

9.3. Die Eintragung des Namens des Anlegers im Aktienregister belegt sein Eigentum an Aktien des Fonds. Der Fonds stellt keine Aktienzertifikate aus. Es wird dem Aktionär jedoch immer eine Bestätigung der Eintragung im Aktienregister zugestellt.

9.4. Die Übertragung von Aktien ist grundsätzlich nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des General Partners oder einer von ihm ermächtigten Person möglich, welche(r) diese allerdings nur verweigern kann, wenn eine Übertragung für den Fonds oder dessen Aktionäre einen möglichen Schaden zur Folge hätte oder unsachlich bzw. unbillig wäre. Die Zustimmung soll grundsätzlich erteilt werden, wenn der Rechtsnachfolger ein Unternehmen ist, das vom übertragenden Aktionär kontrolliert wird oder den übertragenden Aktionär kontrolliert. Die Übertragung erfolgt mittels einer schriftlichen Übertragungserklärung, die im Aktienregister eingetragen und vom übertragenden Aktionär und vom Erwerber beziehungsweise von einer entsprechend bevollmächtigten Person mit Datum und Unterschrift versehen wird. Gemäß den Bestimmungen dieses Artikels 9 der vorliegenden Satzung wird jede Übertragung von Aktien im Aktienregister eingetragen. Die entsprechende Eintragung muss vom General Partner oder von einer anderen, vom General Partner hierzu bevollmächtigten Person unterzeichnet werden.

9.5. Verfügungen über Aktien sind im Verhältnis zum Fonds grundsätzlich nur wirksam, wenn der Rechtsnachfolger zugleich die verbleibenden Verpflichtungen des übertragenden Aktionärs, einschließlich der Verpflichtung zur Erfüllung der noch abrufbaren Kapitalzusage, gegenüber dem Fonds vollständig übernimmt. "Abrufbare Kapitalzusage" ist der Teil der Kapitalzusage jedes Aktionärs, den der General Partner oder eine von ihm ermächtigte Person noch zur Einzahlung bei dem Fonds abrufen kann.

9.6. Soweit die Verpflichtung des Aktionärs zur Übernahme weiterer Aktien mit schuldbefreiender Wirkung für den verfügenden Aktionär auf den Erwerber oder Rechtsnachfolger übergehen soll, ist der General Partner oder eine von ihm ermächtigte Person in ihrem Ermessen berechtigt, von dem verfügenden Aktionär einen hinreichenden Nachweis zu verlangen, dass der Rechtsnachfolger finanziell in der Lage ist, die Abrufbare Kapitalzusage des übertragenden Aktionärs zu erfüllen.

9.7. Der Fonds kann von demjenigen, zu dessen Gunsten die Verfügung erfolgt (insbesondere Erwerber und Rechtsnachfolger), verlangen, dass dieser dem Fonds diejenigen Informationen und Unterlagen zukommen lässt, die der Fonds benötigt, um seinen Dokumentations- und Informationspflichten gegenüber dem Master-Fonds im Rahmen der Rechtsänderung nachzukommen.

9.8. Die Übertragung von Aktien des Fonds an "US-Bürger" im Sinne der Definition des United States Securities Act von 1933 oder anderer, in den Vereinigten Staaten, seinen Territorien oder Besitzungen oder einem anderen, seiner Jurisdiktion unterliegenden Gebieten (gemeinsam die Vereinigten Staaten oder die USA) ist ausgeschlossen.

9.9. Sämtliche nachgewiesene Aufwendungen oder Belastungen, die dem Fonds aufgrund oder im Zusammenhang mit der Verfügung über Aktien entstehen, sind vom verfügenden Aktionär bzw. im Fall der Rechtsnachfolge von dessen Rechtsnachfolger zu tragen.

9.10. Soweit und solange die Aktien zum Sicherungsvermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens gehören, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes bestellten Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden. Ein diesbezüglicher Treuhändersperrenmerk wird in das Register der Aktionäre durch die Register- und Transferstelle aufgenommen.

9.11. Jede Verfügung über Aktien, die von einem deutschen Versicherungsunternehmen bzw. einem sonstigen Anleger, der unmittelbar oder mittelbar den Regelungen des Versicherungsaufsichtsrechts unterworfen ist bzw. auf den die Bestimmungen des Versicherungsaufsichtsgesetzes (VAG) und damit in Verbindung stehende Verordnungen Anwendung finden, gehalten werden, bedarf nicht der Zustimmung des General Partner oder der übrigen Anleger, sofern der Erwerber ein Zulässiger Erwerber ist. „Zulässige Erwerber“ können nur institutionelle Investoren oder Finanzintermediäre sein (u. a. Versicherungen, Sozialversicherungsträger, Pensionsfonds, Kapitalanlagegesellschaften, Stiftungen, Kreditinstitute sowie vergleichbare Unternehmen, sofern sie über die entsprechende Bonität (Investmentgrade-Rating) oder über ausreichende Sicherheiten verfügen), die die Voraussetzungen eines sachkundigen Anlegers im Sinne des Gesetzes von 2007 erfüllen. Verfügung ist insbesondere der Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung aller oder eines Teils der Aktien.

9.12. Verfügungen über Aktien am Fonds, die für Rechnung eines offenen Investmentvermögen im Sinne des deutschen Kapitalanlagegesetzbuches (KAGB) („KVG-Aktionär“) gehalten werden, bedürfen zu ihrer Wirksamkeit ebenfalls nicht der vorherigen schriftlichen Zustimmung des General Partners oder einer von ihm ermächtigten Person, sofern der Erwerber ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 ist.

9.13. Anleger, die zum Erhalt von Aktien berechtigt sind, müssen dem General Partner eine Anschrift für die Zustellung sämtlicher Mitteilungen und Ankündigungen mitteilen. Die entsprechende Anschrift wird auch im Aktienregister eingetragen.

9.14. Sollte ein Anleger keine Anschrift angeben, kann der General Partner im Aktienregister einen entsprechenden Vermerk vorsehen. Als Anschrift des betreffenden Anlegers gilt dann der eingetragene Sitz des Fonds oder jede andere Anschrift, die vom General Partners gegebenenfalls eingetragen wird, bis der betreffende Anleger des Fonds eine andere Anschrift mitteilt. Ein Anleger kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den General Partner oder an den Fonds an seinen eingetragenen Sitz oder an jede andere Anschrift, die von dem General Partner gegebenenfalls festgelegt wird, ändern.

9.15. Der Fonds erkennt nur einen Inhaber pro Aktie an. Falls sich eine oder mehrere Aktien in gemeinschaftlichem Eigentum befinden oder wenn das Eigentum an solchen Aktien strittig ist, müssen alle Personen, die einen Anspruch auf die betreffenden Aktien erheben, einen Vertreter benennen, der die betreffende Aktienbeteiligung gegenüber dem Fonds vertritt. Wird ein solcher Vertreter nicht ernannt, werden alle Rechte an den betreffenden Aktien ausgesetzt. Außerdem behält sich der Fonds bei gemeinschaftlichem Aktieneigentum das Recht vor, etwaige Rücknahmeerlöse, Dividendenausschüttungen oder sonstige Zahlungen nach seinem alleinigen Ermessen nur an den ersten registrierten Anleger, den der Fonds als Vertreter aller gemeinschaftlichen Eigentümer ansehen kann, oder aber an alle gemeinschaftlichen Anleger gemeinsam auszuzahlen.

9.16. Der General Partner kann die Ausgabe von Aktienbruchteilen bis zu einem Tausendstel beschließen. Solche Aktienbruchteile sind mit keinem Stimmrecht verbunden, sind aber zur Teilhabe am Nettovermögen des Fonds pro rata berechtigt.

9.17. Dividendenausschüttungen erfolgen gegebenenfalls an die Anleger per Banküberweisung.

#### **Art. 10. Ausgabe von Aktien.**

10.1. Der General Partner kann die Ausgabe von Aktien an bestimmte Bedingungen knüpfen (unter anderem an, aber nicht beschränkt auf, die Unterzeichnung von Zeichnungsdokumenten und die Bereitstellung von Informationen, die der General Partner für angemessen hält) und ein Mindestzeichnungsvolumen, so wie im Emissionsdokument näher bestimmt, festlegen. Der General Partner kann ebenfalls eine Zeichnungsgebühr erheben und hat das Recht, auf diese Zeichnungsgebühr ganz oder teilweise zu verzichten. Alle Bedingungen, an die die Ausgabe von Aktien geknüpft ist, sind dem Emissionsdokument zu entnehmen.

10.2. Der Ausgabepreis der auszugebenden Aktien richtet sich nach den Bestimmungen im Emissionsdokument, zuzüglich eines eventuellen Ausgabeaufschlags zugunsten des Fonds, dessen Höhe vom General Partner festgelegt und im Emissionsdokument aufgeführt ist.

10.3. Die Zahlung erfolgt gemäß den vom General Partner im Emissionsdokument festgelegten Bedingungen und Fristen.

10.4. Der Fonds kann gemäß den Bestimmungen im Emissionsdokument und den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere unter Einhaltung der Verpflichtung zur Erstellung eines Bewertungsberichts durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer des Fonds, einen „réviseur d'entreprises agréé“, als Gegenleistung für Sacheinlagen in Form von Vermögenswerten und/oder Wertpapieren, Aktien ausgeben.

10.5. Anträge, die vor Ablauf der vom General Partner festgelegten Zeichnungsfrist bei dem Fonds oder bei seinen ordnungsgemäß ernannten Vertretern eingehen, werden gemäß den vom General Partner festgelegten Bedingungen und Fristen bearbeitet.

10.6. Der General Partner kann jedes ordnungsgemäß bevollmächtigte Mitglied des General Partners, jede Führungskraft, jeden Angestellten oder jeden sonstigen entsprechend bevollmächtigten Vertreter (insbesondere einen hierzu bestellten Dienstleister) mit der Annahme der Zeichnungen für die neu auszugebenden Aktien und ihrer Aushändigung beauftragen.

#### **Art. 11. Rücknahme und Rückkauf von Aktien.**

11.1. Vorbehaltlich anderweitiger Regelungen im Emissionsdokument ist die Rücknahme von Aktien auf Antrag des Anlegers grundsätzlich nicht möglich. Eine Rücknahme kann nur in Übereinstimmung mit dem Emissionsdokument erfolgen.

11.2. Der General Partner kann jedoch beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile des Fonds zurückzunehmen, um auf diese Weise Liquidität vom Fonds an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zur Rücknahme ist verbindlich für alle Aktionäre einer jeweiligen Aktienklasse und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital des Fonds. In diesem Fall entspricht der Rücknahmepreis grundsätzlich dem letzten Nettoinventarwert pro Aktie, der am Stichtag der Entscheidung des General Partners über die Rücknahme vorliegt. Bis einschließlich des letzten Zeichnungsschlusses kann der Rücknahmepreis auch dem Ausgabepreis entsprechen. Der Fonds wird die registrierten Aktionäre über die Entscheidung und den Stichtag zur Rücknahme schriftlich informieren. Die von dem Fonds zurückgenommenen Aktien werden in

den Büchern des Fonds annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig (20) Bankarbeitstage nach dem Beschluss des General Partners über die Rücknahme ausbezahlt. Das Recht zur Rücknahme von Aktien durch Entscheidung des General Partners beschränkt nicht die übrigen Möglichkeiten des General Partners Liquiditätsüberschüsse des Fonds an die Aktionäre auszuzahlen, insbesondere in Form von Ausschüttungen.

11.3. Rücknahmen, Rückkäufe und Auszahlungen des Rücknahme bzw. Rückkaufpreises dürfen nicht erfolgen, wenn infolgedessen das Kapital des Fonds unter das nach Art. 27 des luxemburgischen Gesetzes von 2007 geforderte Mindestkapital fallen würde.

**Art. 12. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien.** Aktien an dem Fonds sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 vorbehalten.

Antragsteller für den Erwerb von Aktien des Fonds müssen bestätigen und auf Anforderung nachweisen, dass sie keine US-Bürger sind oder direkt oder indirekt Aktien auf Rechnung von US-Bürgern übernehmen oder halten. Inhaber von Aktien müssen dem General Partner jede Änderung ihres Status als Nicht-US-Bürger mitteilen.

Der General Partner wird die Ausgabe von Aktien an US-Bürger oder die Eintragung einer Übertragung von Aktien an US-Bürger verweigern. Überdies kann der Fonds jederzeit zwangsweise die von einem US-Bürger gehaltenen Aktien zurückkaufen.

“US-Bürger” werden nach dem United States Securities Act von 1933 definiert.

Darüber hinaus kann der General Partner nach eigenem Ermessen den Besitz von Aktien durch bestimmte sachkundige Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 einschränken oder verbieten, wenn er der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass der Fonds in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird.

Zu diesem Zweck kann der Fonds:

- a. die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktienregister verweigern,
- b. Aktien zwangsweise zurücknehmen,
- c. bei Versammlungen der Anleger Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien des Fonds zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

### **Art. 13. Nettoinventarwert.**

#### 13.1. Bewertungsregeln

Das Kapital des Fonds lautet auf Euro („€“). Der Nettoinventarwert des Fonds berechnet sich ebenfalls in Euro.

Vorbehaltlich anderweitiger Regelungen im Emissionsdokument wird der Ausgabe- und Rücknahmepreis jeder Aktie zu jedem Bewertungsstichtag in der Basiswährung berechnet und am Sitz des Fonds zur Verfügung gestellt.

Sofern nicht anderweitig im Emissionsdokument vorgesehen gilt als Bewertungsstichtag der letzte Tag eines jeden Quartals. Der Nettoinventarwert wird spätestens dreißig (30) Kalendertage nach jedem Bewertungsstichtag zur Verfügung gestellt. Sollte dieser Tag kein Geschäftstag in Luxemburg sein, wird der Nettoinventarwert pro Aktie zum letzten Geschäftstag desselben Quartals in Luxemburg berechnet.

Der erste Nettoinventarwert pro Aktie wird zum Monatsende nach der letzten Zeichnungsperiode berechnet und auf Anfrage den Aktionären mitgeteilt.

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird in Euro ausgedrückt und wird für jede Aktienklasse separat ermittelt. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird ermittelt, indem die Aktiva des Fonds minus der Verbindlichkeiten des Fonds (einschließlich der Erfolgsbeteiligungen) durch die Zahl der am Bewertungsstichtag umlaufenden Aktien geteilt wird. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird auf die zweite Nachkommastelle gerundet.

Die Errechnung des Rücknahmepreises einer Aktie entspricht dem letzten Nettoinventarwert pro Aktie, der am Stichtag der Entscheidung des General Partners über die Rücknahme vorliegt.

Der General Partner oder eine von ihm bevollmächtigte Person können für die Bewertung der Anteile am Master-Fonds die letzten ihnen vom Manager des Master-Fonds zur Verfügung gestellten Informationen zu Grunde legen, d. h. sich auf die Bewertungsverfahren des Master-Fonds berufen. Entsprechende Informationen müssen vom General Partner oder den von ihm bevollmächtigten Personen ausschließlich auf Schlüssigkeit (offensichtliche Unstimmigkeiten) überprüft werden, nicht aber erneut nach den allgemeinen Bewertungsgrundsätzen gemäß diesem Absatz beurteilt werden.

Der General Partner beruft sich auf die Bewertungsverfahren des Master-Fonds. Er kann sich ohne Übernahme weiterer Pflichten oder Vornahme weiterer Rückfragen (außer im Falle offensichtlicher Unstimmigkeiten) auf die Bewertungen berufen, die vom oder in Bezug auf den Master-Fonds vorgenommen wurden.

Soweit nicht abweichend bestimmt, kommen die folgenden allgemeinen Bewertungsgrundsätze für die Bewertung von Anlagen des Master-Fonds zum Zeitwert (Fair Value) zur Anwendung. Dabei werden:

- (a) nichtbörsennotierte Unternehmensbeteiligungen (d. h. Private Equity-Anlagen) nach den jeweils gültigen Bewertungsrichtlinien (International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines) der European Private Equity & Venture Capital Association (EVCA) bewertet;

(b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren Kurs bewertet;

(c) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern der General Partner oder eine von ihm bevollmächtigte Person zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können, und ansonsten zum wahrscheinlichen Realisierungswert;

(d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der durch den General Partner oder eine von ihm bevollmächtigte Person mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;

(e) Barmittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

(f) Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

(g) der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zu deren jeweiligem Nettoliquidationswert bewertet, wie er gemäß den Richtlinien der Zentralen Verwaltungsstelle ermittelt wird (der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, auf Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Termingeschäfte oder Optionen von der Gesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Termingeschäft oder eine Option an einem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag von der Zentralen Verwaltungsstelle in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt);

(h) Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden und deren Restlaufzeit bei Erwerb weniger als neunzig (90) Tage beträgt, grundsätzlich zu Amortisierungskosten bewertet, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird;

(i) sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, der nach Treu und Glauben durch den General Partner oder eine von ihm bevollmächtigte Person und nach dem von der Zentralen Verwaltungsstelle festgelegten Verfahren zu bestimmen ist;

(j) nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu den am Stichtag oder den zuletzt im Interbankenmarkt festgestellten und verfügbaren Devisenreferenzkursen in die Basiswährung des Fonds umgerechnet; wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Zentralen Verwaltungsstelle festgelegten Verfahren bestimmt;

(k) der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagezertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

(l) Der General Partner oder eine von ihm bevollmächtigte Person können nach eigenem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode zulassen, wenn sie davon ausgehen, dass diese Bewertung den Zeitwert eines Vermögenswertes des Master-Fonds zutreffender ermittelt.

Der General Partner kann nach eigenem Ermessen und in gutem Glauben die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode zulassen, wenn er davon ausgeht, dass diese Bewertung den Zeitwert eines beliebigen Vermögenswertes des Fonds besser zum Ausdruck bringt.

Alle Bewertungsregeln und Wertermittlungen müssen in Übereinstimmung mit den allgemein in Luxemburg zugelassenen Buchhaltungsgrundsätzen ausgelegt und durchgeführt werden.

Der Fonds behält sich das Recht vor, die Ermittlung des Nettoinventarwertes unter den im untenstehenden Artikel 14 dargelegten Umständen auszusetzen.

In Fällen, in denen eine oder mehrere Quellen der zentralen Verwaltungsstelle zur Bewertung eines wichtigen Teils der Vermögenswerte des Fonds nicht zur Verfügung stehen, ist die zentrale Verwaltungsstelle berechtigt, den Nettoinventarwert nicht zu berechnen, und demzufolge möglicherweise nicht in der Lage, die Ausgabe- und Rücknahmepreise festzulegen. Der General Partner muss in diesem Fall von der zentralen Verwaltungsstelle informiert werden. Der General Partner kann dann entscheiden, die Ermittlung des Nettoinventarwertes gemäß dem in Artikel 14 erläuterten Verfahren auszusetzen.

Der General Partner hält mindestens alle sechs (6) Monate Versammlungen ab, um die Angemessenheit der auf der Ebene des Master-Fonds vorgenommenen Bewertungen zu prüfen und diese bei den Versammlungen zu bestätigen. Die bei diesen Versammlungen getroffenen Beschlüsse werden protokolliert.

Der Fonds kann für die den Anlegern oder anderen Personen entstehenden Verluste nicht in die Haftung genommen werden, wenn solche Verluste mit Fehlern in der Berechnung des Nettoinventarwertes zusammenhängen, die auf Ungenauigkeiten in den Informationen vom Master-Fonds und/oder von unabhängigen Dritten, die vom Master-Fonds bestellt wurden, zurückzuführen sind.

13.2. Kalkulation des Nettoinventarwertes:



- Aktien des Fonds, die gemäß Artikel 11 der Satzung zurückgenommen werden sollen, gelten bis unmittelbar nach dem vom General Partner festgelegten Bewertungsstichtag als vorhanden und berücksichtigt; ab diesem Zeitpunkt gilt ihr Preis als Verbindlichkeit des Fonds, bis sie durch den Fonds bezahlt werden;

- Von dem Fonds auszugebende Aktien gelten ab dem Ausgabedatum als ausgegeben; ab diesem Zeitpunkt und bis zum Erhalt durch den Fonds gilt ihr Preis als Verbindlichkeit gegenüber dem Fonds;

- Alle Anlagen, Barguthaben und sonstigen Vermögenswerte, die auf andere Währungen lauten als diejenigen, in denen der Nettoinventarwert berechnet wird, werden nach Berücksichtigung des auf dem größten geregelten Markt für den betreffenden Vermögenswert am Handelstag vor dem Bewertungsstichtag gültigen Wechselkurses bewertet;

13.3. Wenn sich der Fonds an einem beliebigen Bewertungsstichtag verpflichtet hat:

a) Einen beliebigen Vermögenswert zu erwerben, wird der Wert des für den betreffenden Vermögenswert zu entrichtenden Kaufpreises als Verbindlichkeit des Fonds, und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes als Vermögenswert des Fonds ausgewiesen;

b) Einen beliebigen Vermögenswert zu verkaufen, wird der Wert des für den betreffenden Vermögenswert zu erhaltenden Kaufpreises als Vermögenswert des Fonds ausgewiesen, und der auszuliefernde Vermögenswert nicht in das Fondsvermögen einbezogen;

c) Ist bei den Unterpunkten a) oder b) dieses Abschnitts der genaue Wert oder die genaue Art des betreffenden Kaufpreises oder Vermögenswertes zum Bewertungsstichtag nicht bekannt, so wird dieser Wert vom General Partner geschätzt.

13.4. Vom Fonds zu tragende Kosten

Von dem Fonds zu tragende Kosten, Vergütungen und Ausgaben, welche für den oder vom Fonds veranlasst werden, erfolgen ausschließlich zu Lasten des Fonds.

Der Fonds trägt sämtliche Kosten im Zusammenhang mit seiner Tätigkeit und Verwaltung, soweit diese Kosten nicht von Dritten zu tragen sind. Zu den vom Fonds zu tragenden Kosten gehören:

(a) Kosten der Gründung und Errichtung, einschließlich Kosten für die Erstellung der Unterlagen für eine Beteiligung an dem Fonds, der Kosten für die Genehmigungsverfahren bei der CSSF sowie die Kosten der rechtlichen und steuerlichen Berater des Fonds im Zusammenhang mit der Aufnahme von Anlegern in den Fonds;

(b) Kosten, die der Fonds als Investor des Master-Fonds anteilig zu tragen hat;

(c) Haftungs- und Managementvergütung für den General Partner;

(d) Kosten der Buchhaltung/Buchführung des Fonds sowie die Kosten der Erstellung und Prüfung des Jahresabschlusses des Fonds und der Bewertung des Gesellschaftsvermögens sowie die Kosten für die Erstellung der Steuererklärungen des Fonds;

(e) Kosten und Gebühren für die eigene Rechts-, Steuer- und sonstige Beratung des Fonds;

(f) Kosten des Geldverkehrs;

(g) Kosten für die Abhaltung von Aktionärsversammlungen;

(h) Kosten der Regulierung des Fonds;

(i) etwaige Steuern und Abgaben jeglicher Art des Fonds, einschließlich etwaiger Umsatz- oder vergleichbarer Steuern auf Zahlungen an den General Partner, Manager oder von ihnen ermächtigte Personen sowie die Abgaben an die Aufsichtsbehörden;

(j) Vergütung der Verwahrstelle, Zahlstelle sowie Transfer- und Registerstelle und die Vergütung der Zentralen Verwaltungsstelle.

(k) Anteilig die Organisationskosten des Master-Fonds, die in Zusammenhang mit der Gründung und Organisation des Master-Fonds und der Zulassung von Investoren in den Master-Fonds entstanden sind.

Die Zentrale Verwaltungsstelle und Verwahrstelle können aus den von ihnen vereinnahmten Vergütungen wechselseitig oder an Dritte Bestandspflege- und Serviceprovisionen zahlen; eine Belastung des Fonds mit zusätzlichen Kosten entsteht hierdurch nicht.

Der Fonds darf Kosten im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung von Vermögenswerten sowie andere Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art über einen geschätzten Betrag im Voraus über ein Jahr oder über andere Zeiträume berechnen und diese zu gleichen Teilen über die entsprechenden Zeiträume aufteilen.

Des Weiteren hat der General Partner Anspruch auf Zahlung einer jährlichen Verwaltungsgebühr sowie der Erfolgsbeteiligung, welche nach den Bestimmungen in dem Emissionsdokument zu berechnen sind.

**Art. 14. Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes.** Der Fonds kann die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie und pro Aktienklasse sowie die Ausgabe und Rücknahme der Aktien zeitweilig aussetzen, wenn und solange Umstände vorliegen, die dies erfordern und sofern die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger gerechtfertigt ist, insbesondere:

a. wenn (mit Ausnahme von gewöhnlichen Feiertagen oder den an Wochenenden üblichen Ruhetagen) eine oder mehrere Börsen oder Märkte, welche für einen wesentlichen Teil des Vermögens des Master-Fonds die Bewertungsgrundlage bilden oder wenn eine oder mehrere ausländischen Devisenmärkte in der Währung, auf die ein wesentlicher Teil des Vermögens

des Master-Fonds lautet, aus anderen als den vorstehenden Gründen geschlossen sind oder der dortige Handel beschränkt oder ausgesetzt wird;

b. wenn als Folge außergewöhnlicher, außerhalb der Verantwortung und Kontrolle des General Partners liegenden Gründen die Veräußerung oder Bewertung von Anlagen, die einen wesentlichen Teil des Fondsvermögens oder des Vermögens des Master-Fonds ausmachen, unmöglich wird;

c. wenn aufgrund von Beschränkungen des Devisenverkehrs die Geschäfte für den Fonds oder den Master-Fonds nicht zu den normalen Wechselkursen erfolgen können oder wenn der Wert der Vermögenswerte nicht wirksam ermittelt werden kann;

d. während eines Ausfalles der üblichen Kommunikationsmittel, die normalerweise zur Ermittlung des Kurses oder des Wertes der Anlagen oder der aktuellen Börsenkurse verwendet werden;

e. falls aus anderen Gründen der Nettoinventarwert des Fonds oder des Master-Fonds nicht in der geforderten Schnelligkeit und Genauigkeit berechnet werden kann;

f. während eines Zeitraums, in dem der Fonds nicht dazu in der Lage ist, Gelder zu repatriieren (z.B. wenn der Master-Fonds aus unbeeinflussbaren Gründen keine Ausschüttungen oder Rücknahme ermöglichen), die benötigt werden, um Zahlungen für die Rücknahme der Aktien zu leisten, oder indem die Gelder aus der Veräußerung oder für den Erwerb von Anlagen oder Zahlungen für die Rücknahme von Anteilen nach Ansicht des General Partners nicht zu normalen Wechselkursen überwiesen werden können;

g. während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des General Partners ungewöhnliche Umstände herrschen, unter denen es unmöglich ist oder unfair gegenüber den Anlegern wäre, den Handel mit den Aktien fortzusetzen;

h. während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des General Partners unzureichende liquide Mittel die Rücknahme von Aktien unmöglich machen. Anleger, welche einen Rücknahmeantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwerts pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt;

i. wenn die Auflösung des Fonds beschlossen wurde.

Der Fonds hat den Anlegern die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes, sofern diese länger als dreißig (30) Kalendertage andauert, unverzüglich in angemessener Weise mitzuteilen.

Während einer solchen Aussetzung des Handels werden keine Aktien ausgegeben oder zurückgenommen. Nach Möglichkeit werden alle angemessenen Maßnahmen ergriffen, um einen Aussetzungszeitraum so rasch wie möglich zu beenden.

Während der Dauer der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes dürfen Anleger ihre Zeichnungsaufträge und Rücknahmeanträge zurückziehen. Nicht zurückgezogene Zeichnungsaufträge und Rücknahmeanträge werden mit den bei Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes festgestellten Ausgabe- bzw. Rücknahmepreisen abgerechnet.

### **Abschnitt III - Verwaltung und Aufsicht**

#### **Art. 15. Der General Partner.**

15.1. Der Fonds untersteht, vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 17, der Verwaltung des General Partner, bei dem es sich immer um einen unbeschränkt haftenden Aktionär des Fonds handelt („associé gérant commandité“) und der persönlich und gesamtschuldnerisch mit dem Fonds für sämtliche Verbindlichkeiten haftet, die aus den Vermögenswerten des Fonds nicht bestritten werden können.

15.2. Gemäß den in dieser Satzung bestimmten Einschränkungen:

(a) ist der General Partner mit den umfassenden Vollmachten ausgestattet, um den Fonds im Interesse der Anleger entsprechend den Bedingungen der vorliegenden Satzung und den Luxemburger Gesetzen und Verordnungen zu verwalten und um alle Rechte und Pflichten auszuüben, welche mittelbar oder unmittelbar mit dem Fondsvermögen zusammenhängen; und

(b) hat der General Partner in seinem alleinigen Ermessen das volle und alleinige Recht, die Befugnis und Legitimation jegliche Aufgaben des Fonds wahrzunehmen und alles Erforderliche zur Erreichung des Zwecks des Fonds im Sinne des Artikels 3 dieser Satzung zu veranlassen.

15.3. Gegenüber Dritten wird der Fonds durch die alleinige Unterschrift des General Partner, handelnd durch eine oder mehrere Unterzeichnungsbevollmächtigte oder durch die einzelne oder gemeinschaftliche Unterzeichnung anderer Personen, an welche diese Befugnis durch den General Partner in seinem Ermessen übertragen wurde, wirksam verpflichtet.

15.4. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung der Hauptversammlung oder dem Manager zugewiesen werden, fallen in den Zuständigkeitsbereich des General Partners.

**Art. 16. Eigenständige Verbindlichkeiten des General Partner.** Der General Partner verpflichtet sich hiermit, dass er zu allen Zeiten ordnungsgemäß und fristgerecht seine eigenständigen und privaten gegenwärtigen und zukünftigen Schulden und Verpflichtungen zahlen bzw. leisten wird, die ihm als Schuldner und nicht in seiner Funktion als General Partner des Fonds entstehen und dass er den Fonds und die Anleger sowie deren persönliche Vertreter, Vermögen und von daraus

entstehenden Ersatzpflichten schadlos halten wird sowie von den dadurch entstehenden Verbindlichkeiten, Klagen, Verfahren, Kosten, Forderungen und Ansprüchen freihalten wird.

#### **Art. 17. Übertragung von Befugnissen.**

17.1 Der General Partner kann seine Befugnisse im Hinblick auf die täglichen Geschäfte und die Führung des Fonds im Rahmen der täglichen Geschäfte sowie seine Befugnisse zur Durchführung von Handlungen zur Förderung des Zweckes des Fonds, Vollmachten (einschließlich der Befugnis als Unterschriftsbevollmächtigter des Fonds zu handeln) oder Ermessensfreiheiten (einschließlich der Erfüllungspflichten und Delegierungsbefugnisse) an andere Personen (auch an verbundene Unternehmen) auf die von ihm als angemessen betrachtete Weise und unter den von ihm als angemessen betrachteten Bedingungen übertragen.

17.2 Der General Partner kann, wie im Einzelnen im Emissionsdokument beschrieben, von Zeit zu Zeit einen oder mehrere Manager, Berater und/oder einen Beirat bzw. Beiräte bestellen/bilden, die aus Mitgliedern des General Partner und/oder externen Personen gebildet werden, auf welche er entsprechende Vollmachten und Funktionen übertragen kann.

#### **Art. 18. Interessenskonflikte.**

18.1. Kein Vertrag oder sonstige Transaktion zwischen dem Fonds und jeder anderen Gesellschaft oder Firma kann dadurch beeinträchtigt oder ungültig gemacht werden, dass ein oder mehrere Geschäftsführer oder Führungskräfte des General Partner oder des Managers an dieser anderen Gesellschaft oder Firma beteiligt oder Geschäftsführer, Teilhaber, Führungskraft oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder Firma sind. Kein Geschäftsführer oder jede Führungskraft des General Partner oder des Managers, der bzw. die als Geschäftsführer, Führungskraft oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft oder Firma tätig ist, mit der der Fonds Verträge abschließt oder anderweitig Geschäfte tätigt, darf auf Grund seines / ihrer Zugehörigkeit zu der anderen Gesellschaft oder Firma daran gehindert werden, über Angelegenheiten im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder anderen Geschäften zu beraten und darüber abzustimmen, oder diesbezüglich tätig zu werden, es sei denn, ein bestehender Interessenkonflikt zwischen dem Fonds und der anderen Gesellschaft oder Firma kann anderweitig nicht hinreichend identifiziert, beobachtet und verhindert bzw. beigelegt werden.

18.2. Sollte ein Geschäftsführer oder eine Führungskraft des General Partner oder des Managers ein Interesse an einer Transaktion des Fonds haben, die im Widerspruch zu den Interessen des Fonds steht, muss der betreffende Geschäftsführer bzw. die Führungskraft dem General Partner oder dem Manager diesen Interessenkonflikt melden und darf sich nicht an den Beratungen oder Abstimmungen über die betreffende Transaktion beteiligen. Der diesbezügliche Interessenkonflikt des betreffenden Geschäftsführer bzw. der Führungskraft muss der nächsten Versammlung der Anleger mitgeteilt werden.

18.3. In jedem Fall setzt der General Partner oder der Manager, bevor er eine Transaktion für den Fonds tätigt, die Anleger unmissverständlich über die allgemeine Art bzw. die Quellen der Interessenkonflikte in Kenntnis, falls die vom General Partner zur Ermittlung, Vorbeugung, Beilegung und Beobachtung von Interessenkonflikten getroffenen organisatorischen Vorkehrungen nicht ausreichen, um nach vernünftigem Ermessen zu gewährleisten, dass das Risiko einer Beeinträchtigung von Interessen der Anleger vermieden wird.

18.4 Der in diesem Artikel verwendete Begriff "Interessenkonflikt" versteht sich ausschließlich im Verhältnis zu oder im Interesse bezüglich Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen, in welche der Initiator, der Manager, ein Beauftragter, Berater, Beiräte, die Verwahrstelle oder andere Personen, Gesellschaften oder juristische Personen involviert sind, die von Zeit zu Zeit vom General Partner nach dessen Ermessen festgelegt werden.

#### **Art. 19. Freistellung der Geschäftsführer des General Partners.**

19.1. Der Fonds kann jeden Geschäftsführer des General Partners, jede Führungskraft oder jedes Ausschussmitglied und seine Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter von zumutbaren Kosten freistellen, die diesen Personen in ihrer Eigenschaft als derzeitiger oder früherer Geschäftsführer, als Führungskraft oder Ausschussmitglied des Fonds bzw. einer beliebigen anderen Gesellschaft, deren Gesellschafter oder Gläubiger der Fonds ist und von deren Seite keinerlei Anspruch auf Entschädigung besteht, wobei es sich bei einer solchen oben genannten Gesellschaft nur um eine direkte oder indirekte Tochtergesellschaft des Fonds oder des Master-Fonds handeln oder aber der Fonds oder des Master-Fonds in diese Gesellschaft in einer anderen Form im Rahmen seiner zulässigen Anlagentätigkeit investiert haben muss und bei beiden Alternativen darüber hinaus die oben genannten Personen ausschließlich aufgrund des Investments des Master-Fonds und auf deren Veranlassung in der anderen Gesellschaft tätig sind oder waren, im Zusammenhang mit einer Klage, einem Rechtsstreit oder Gerichtsverfahren entstehen. Ausgenommen sind solche Angelegenheiten, in denen die vorgenannten Personen in Bezug auf eine solche Klage, einen Rechtsstreit oder ein Gerichtsverfahren auf Grund von grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz haften. Bei einem Vergleich wird eine Freistellung nur für unter den Vergleich fallende Vorgänge gewährt, in deren Zusammenhang der Fonds von seinem Rechtsberater bestätigt wird, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat.

19.2. Der General Partner kann beschließen, dass Kosten, die einem Geschäftsführer, einer Führungskraft des General Partners oder einem Ausschussmitglied gemäß diesem Artikel tatsächlich entstehen, dem freizustellenden Geschäftsführer oder der Führungskraft im Voraus zu zahlen sind, vorausgesetzt, das betreffende Verwaltungsratsmitglied bzw. die Führungskraft erstattet die vorgestreckten Beträge zurück, wenn abschließend festgestellt wird, dass bei der betreffenden Angelegenheit nicht mit der für eine Freistellungserteilung erforderlichen und gebotenen Sorgfalt gehandelt wurde.

19.3. Der vorstehende Freistellungsanspruch schließt andere Rechte nicht aus, auf die ein Geschäftsführer oder eine Führungskraft des Managers oder des General Partners möglicherweise Anspruch hat.

#### **Art. 20. Wirtschaftsprüfer.**

20.1. Der im Geschäftsbericht des Fonds enthaltene Jahresbericht wird von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) („réviseur d'entreprises agréé“) geprüft, der vom General Partner bestellt und von dem Fonds vergütet wird.

20.2. Der Wirtschaftsprüfer hat sämtliche gesetzlich vorgeschriebenen Pflichten zu erfüllen.

### **Abschnitt IV - Hauptversammlungen**

**Art. 21. Vollmachten.** Die Hauptversammlung vertritt sämtliche Anleger des Fonds. Ihre Beschlüsse sind für alle Anleger des Fonds bindend. Ihr steht die Befugnis zur Anordnung, Durchführung oder Ratifizierung sämtlicher Tätigkeiten zu, welche im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit des Fonds stehen, wobei der General Partner bei Rechtsgeschäften, durch die der Fonds mit Dritten in Beziehung tritt oder durch die die Satzung geändert wird, seine Zustimmung erteilen muss, sofern nicht anders in dieser Satzung bestimmt.

**Art. 22. Jahreshauptversammlungen der Anleger.** Die Jahreshauptversammlung wird gemäß dem Luxemburger Recht am eingetragenen Geschäftssitz des Fonds oder aber an einem anderen in der Einladung genannten Ort am jeweils ersten Donnerstag des Monats Juni um 10:00 Uhr vormittags abgehalten. Sofern es sich bei diesem Tag nicht um einen Geschäftstag handeln sollte, findet diese Jahreshauptversammlung am darauf folgenden Geschäftstag statt.

#### **Art. 23. Hauptversammlungen der Anleger.**

23.1. Die Hauptversammlung wird vom General Partner einberufen. Darüber hinaus ist der General Partner dazu verpflichtet, eine Hauptversammlung innerhalb einer Frist von einem (1) Monat einzuberufen, wenn dies von Anlegern, die mindestens ein Zehntel (1/10) des Kapitals vertreten, schriftlich unter Angabe der Tagesordnung gefordert wird.

23.2. Weitere Hauptversammlungen können an den in den jeweiligen Einberufungen genannten Orten und zu den dort genannten Zeiten abgehalten werden.

23.3. Die Anleger versammeln sich nach Aufruf des General Partners in Form einer Einberufung, in der die Tagesordnung genannt ist und die per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung an jeden Anleger an dessen im Aktienregister angegebene Anschrift versendet wird. Die Tagesordnung wird vom General Partner festgelegt, es sei denn, die Versammlung findet aufgrund schriftlicher Einberufung durch die Anleger statt; in diesem Fall kann der General Partner eine zusätzliche Tagesordnung erstellen.

23.4. Sind sämtliche stimmberechtigte Anleger persönlich oder durch Vertretung anwesend und befinden, dass sie ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnungspunkte informiert worden sind, so kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einberufung tagen.

23.5. Die bei Hauptversammlungen behandelten Themen beschränken sich auf die in der Tagesordnung festgesetzten Punkte (wazu auch alle kraft Gesetzes erforderlichen Themen gehören) sowie sämtliche mit ihnen verbundenen geschäftlichen Angelegenheiten.

23.6. Jede Aktie verleiht gemäß luxemburgischem Gesetz und der vorliegenden Satzung Anspruch auf eine (1) Stimme. Nur ganze Aktien sind stimmberechtigt.

23.7. Ein Anleger kann sich bei der Hauptversammlung aufgrund einer schriftlich erteilten Vollmacht durch eine andere Person, bei der es sich nicht um einen Anleger handeln muss, vertreten lassen. Die Vollmacht muss mindestens fünf (5) Tage vor der Hauptversammlung am Sitz des Fonds hinterlegt werden.

23.8. Soweit nicht anderweitig durch Gesetz oder diese Satzung vorgesehen, werden die Beschlüsse der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden und abgegebenen Stimmen verabschiedet.

23.9. Sofern gesetzlich oder in der vorliegenden Satzung nichts anders bestimmt ist, werden Beschlüsse der Hauptversammlung der Anleger mit der einfachen Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger gefasst.

### **Abschnitt V - Geschäftsjahr - Ausschüttungen**

**Art. 24. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt jedes Jahr am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember desselben Jahres.

#### **Art. 25. Geschäftsbericht.**

25.1. Der General Partner erstellt für den Fonds einen geprüften Jahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

25.2. Der General Partner erstellt jährlich eine Bilanz mit einer Gewinn- und Verlustrechnung sowie eine Bestandsaufnahme, welche die Werte der Aktiva und Passiva des Fonds auflistet, mit einem Zusatz, welcher die Verpflichtungen und Verbindlichkeiten der leitenden Angestellten, Direktoren und gesetzlichen Wirtschaftsprüfer gegenüber dem Fonds zusammenfasst.

25.3. Jeder Anleger kann die Bestandsaufnahme und die Bilanz am Sitz des Fonds einsehen.

25.4. Spätestens sechs (6) Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der General Partner einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

## **Art. 26. Ausschüttungen.**

26.1. Ausschüttungen erfolgen gemäß der im Emissionsdokument dargelegten Rangfolge der Zahlungen unter Bezugnahme auf die vom Master-Fonds erhaltenen Gesamterträge (Zinsen, Dividenden oder sonstige Positionen). Die Hauptversammlung der Anleger legt auf Vorschlag des General Partners innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Grenzen fest, wie die Gewinne des Fonds, sofern vorhanden, verwendet werden. Sie kann gegebenenfalls Dividenden ausweisen, wenn das Kapital des Fonds nicht unter das festgelegte Mindestkapital fällt.

Der General Partner kann zu jeder Zeit gemäß der vorliegenden Satzung und den Bestimmungen im Emissionsdokument Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Die Ausschüttung von freier Liquidität aus der Anlagetätigkeit des Fonds kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Verlusten oder Gewinnen erfolgen, vorausgesetzt, dass nach der Ausschüttung der Nettoinventarwert des Fonds mindestens dem nach Luxemburgischem Recht geforderten Mindestkapital entspricht.

26.2. Ausschüttungen erfolgen in Euro zu dem Zeitpunkt und an dem Ort, die vom General Partner festgelegt werden.

26.3. Die vom General Partner vorzuschlagenden Dividendenausschüttungen unterliegen der Entscheidung der jährlichen Hauptversammlung der Anleger. Die Zahlung der Dividenden wird unmittelbar nach der jährlichen Hauptversammlung durchgeführt. Beschlüsse über Zwischenausschüttungen bedürfen keiner Beschlussfassung der Hauptversammlung.

26.4. Auf eine von dem Fonds ausgewiesene und von ihm dem Begünstigten zur Verfügung gestellte Dividende werden keine Zinsen gezahlt.

26.5. Der Fonds wird keine Reinvestition vornehmen. Der Master-Fonds kann allerdings auf Reinvestitionen zurückgreifen.

26.6. Eventuelle Ausschüttungen erfolgen auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen und ausschüttungsberechtigten Aktien.

26.7. Eine ausgewiesene, aber nicht ausgeschüttete Dividende für eine Aktie kann vom Inhaber der betreffenden Aktie nach Ablauf eines Zeitraums von fünf (5) Jahren nach der entsprechenden Benachrichtigung nicht mehr beansprucht werden, außer wenn der General Partner auf diesen Zeitraum verzichtet oder ihn für alle Aktien verlängert hat. Nach Ablauf dieses Zeitraums fällt die betreffende Dividende wieder an den Fonds zurück. Der General Partner ist befugt, gegebenenfalls alle erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen und diese Maßnahmen im Auftrag des Fonds zu genehmigen, um die entsprechende Rückführung an den Fonds abzuschließen.

26.8. Bei Beendigung des Fonds wird überprüft, ob die Carry-Auszahlungen an den Gründungsaktionär in Übereinstimmung mit den Regeln des Emissionsdokumentes standen. Hat der Gründungsaktionär zu hohe Auszahlungen erhalten, ist er zur Rückzahlung an den Fonds nach Maßgabe der Bestimmungen des Emissionsdokumentes verpflichtet.

## **Art. 27. Verwahrstelle.**

27.1. Im gesetzlich erforderlichen Umfang schließen der Fonds, vertreten durch den General Partners und der Manager, mit einer von der CSSF zugelassenen Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg, welche den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 genügt, einen Verwahrstellenvertrag ab (die Verwahrstelle).

27.2. Die Funktion der Verwahrstelle, sowie ihre Pflichten und Zuständigkeiten richten sich nach dem Gesetz von 2007, dem Gesetz von 2013 und der delegierten Verordnung (EU) 231/2013 der Kommission vom 19. Dezember 2012 zur Ergänzung der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates dem Verwahrstellenvertrag, dieser Satzung sowie dem Emissionsdokument.

27.3. Die Verwahrstelle wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwahrstellenvertrag vorgesehen ist und ausschließlich im Interesse des Fonds und seiner Anleger handeln. Insbesondere beinhaltet dies:

- (a) Geld in Geldkonten zu halten und Geldströme zu beobachten;
- (b) verwahrfähige Finanzinstrumente für den Fonds zu verwahren;
- (c) die Eigentümerüberprüfung und Buchhaltungspflichten im Hinblick auf sonstige Vermögenswerte des Fonds;
- (d) die Durchführung von Beobachtungs- und Prüfungsaufgaben.

Sofern das Recht eines Drittstaates erfordert, dass bestimmte Finanzinstrumente durch eine örtliche Einrichtung verwahrt werden und keine örtliche Einrichtung vorhanden ist, die die Anforderungen des Gesetzes von 2013 an die Delegation von Aufgaben der Verwahrstelle erfüllt, ist der Fonds ausdrücklich dazu befugt, die Verwahrstelle schriftlich aus ihrer Verantwortung im Hinblick auf die Verwahrung solcher Finanzinstrumente für den Fall zu entlassen, dass die Verwahrstelle vom Fonds oder dem Manager angewiesen wurde, die Verwahrung solcher Finanzinstrumente an eine solche lokale Einrichtung zu delegieren und unter der Voraussetzung, dass die Bedingungen des Artikels 19 Absatz 14 des Gesetzes von 2013 erfüllt sind.

27.4. Sollte die Verwahrstelle den Wunsch haben, sich aus den Geschäften mit dem Fonds zurückzuziehen, so muss der General Partner sich nach Kräften bemühen, innerhalb von zwei (2) Monaten mit Zustimmung der CSSF einen Nachfolger für die Verwahrstelle zu finden.

27.5. Der General Partner kann den Vertrag mit der Verwahrstelle kündigen. Die Verwahrstelle darf nicht entlassen werden, bevor mit Zustimmung der CSSF ein Nachfolger für sie ernannt wurde.

**Art. 28. Zusammenlegung/Teilung von Aktien.** Der General Partner kann Aktien zusammenlegen oder teilen. Die Anleger werden über jeden Beschluss bezüglich der Zusammenlegung oder Teilung spätestens einen (1) Monat vor Inkrafttreten einer solchen Zusammenlegung oder Teilung unterrichtet. Eine Beantragung einer Rücknahme ist in diesem Falle nicht gegeben.

Eine solche Zusammenlegung oder Teilung kann ebenfalls durch Beschluss der Hauptversammlung erfolgen. Der Beschluss einer solchen Versammlung kann mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger ohne das Erfordernis eines Quorums gefasst werden.

**Art. 29. Auflösung.**

29.1. Der Fonds kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Anleger aufgelöst werden, für den die in Artikel 23 der vorliegenden Satzung genannten Anforderungen im Hinblick auf Beschlussfähigkeit und Mehrheit gelten.

29.2. Sollte das Fondskapital unter zwei Drittel des gesetzlichen beziehungsweise des in Artikel 6 der vorliegenden Satzung genannten Mindestkapitals fallen, ist die Frage der Auflösung des Fonds vom General Partner an die Hauptversammlung der Anleger zu richten. Die Hauptversammlung der Anleger, für die keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit der einfachen Stimmenmehrheit der bei der Versammlung anwesenden und vertretenen Aktien.

29.3. Die Hauptversammlung der Anleger muss sich ebenfalls mit der Auflösung des Fonds befassen, wenn das Fondskapital unter ein Viertel des gesetzlichen beziehungsweise des in Artikel 6 der vorliegenden Satzung genannten Mindestkapitals fällt. In diesem Fall findet die Hauptversammlung der Anleger ohne Vorschriften im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit statt, und die Auflösung kann mit den Stimmen der Anleger beschlossen werden, die ein Viertel der bei dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien besitzen.

29.4. Die Hauptversammlung ist derart einzuberufen, dass sie innerhalb eines Zeitraums von vierzig (40) Tagen ab Feststellung der Tatsache, dass das Fondskapital unter zwei Drittel beziehungsweise ein Viertel des gesetzlichen beziehungsweise des in Artikel 6 der vorliegenden Satzung vorgeschriebenen Mindestkapitals gefallen ist, abgehalten werden muss.

29.5. Die Auflösung des Fonds erfolgt durch einen oder mehrere Insolvenzverwalter (bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann), welche von der Versammlung der mit der Auflösung betrauten Anleger ernannt werden. Diese Versammlung legt auch die Vollmachten und die Vergütung der Insolvenzverwalter fest. Die Auflösung erfolgt gemäß den gesetzlichen Vorschriften.

29.6. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des General Partners wird der Fonds mit dem Datum der Beschlussfassung über die Auflösung bis zur Durchführung des Auflösungsbeschlusses keine Aktien des Fonds mehr ausgeben oder zurücknehmen.

29.7. Der Reinerlös aus der Auflösung ist an die Anleger nach Maßgabe des Besitzes an den Aktien des Fonds auszubahlen.

29.8. Alle Auflösungserlöse, die nach der Auflösung nicht an ihre Begünstigten ausgeschüttet werden können, werden im Namen der Anspruchsberechtigten bei der „Caisse de Consignation“ hinterlegt.

29.9. Beträge, die nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist aus dieser Verwahrung gefordert werden, können gem. den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts verfallen.

**Art. 30. Satzungsänderungen.** Die vorliegende Satzung kann jederzeit durch eine Hauptversammlung der Anleger, die den Anforderungen des Gesetzes von 1915 in der derzeit geltenden Fassung im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit entspricht, geändert werden. Falls das im Gesetz von 1915 vorgesehene Anwesenheitsquorum in einer ersten Generalversammlung nicht erreicht werden sollte, ist die Generalversammlung zu vertagen und mit derselben Tagesordnung und einer Ladungsfrist von zwei Wochen erneut zu laden. Diese Generalversammlung ist dann beschlussfähig, wenn der General Partner anwesend oder vertreten ist, aber unabhängig von der Höhe des anwesenden oder vertretenen übrigen Gesellschaftsvermögens. Gemäß Artikel 21 steht dem General Partner ein Vetorecht bezüglich Beschlüssen, durch welche die Satzung geändert wird, zu.

**Art. 31. Allgemeine Feststellung.** Im Maskulinum verwendete Begriffe umfassen das Femininum. Angaben in Bezug auf Personen oder Anleger gelten auch für Unternehmen, Personengesellschaften, Verbände und andere organisierte eingetragene oder nicht eingetragene Personengruppen.

**Art. 32. Geltendes Recht.** Für sämtliche Angelegenheiten, die nicht in vorliegender Satzung geregelt werden, sind das luxemburgische Gesetz von 1915, das Gesetz von 2013, soweit anwendbar, sowie das Gesetz von 2007 in den jeweils gültigen Fassungen maßgeblich.

*Übergangsbestimmungen*

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung des Fonds und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember desselben Jahres.
2. Die erste Jahreshauptversammlung der Anleger soll im Jahr 2017 abgehalten werden.
3. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres des Fonds ausgeschüttet werden.

### *Zeichnung und Zahlung*

Die einunddreißig (31) ausgegebenen Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

- Zeichnung von dreißig (30) Beschränkt Haftenden Aktien ohne Nennwert durch den Gründungsaktionär, vorbenannt, zum Preis von dreißig tausend Euro (EUR 30.000); und
- Zeichnung einer (1) Unbeschränkt Haftenden Aktie ohne Nennwert durch den General Partner, vorbenannt, zum Preis von eintausend Euro (EUR 1.000).

Die Einlage für so gezeichnete Aktien wurde vollständig in bar erbracht, so dass dem Fonds ab sofort ein Betrag in Höhe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) wird vollständig dem Fondskapital zugeführt.

### *Erklärung*

Der unterzeichnende Notar erklärt hiermit, dass er das Vorliegen der Vorschriften, die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 aufgeführt sind oder auf die verwiesen wird, geprüft hat und erklärt ausdrücklich, dass diese erfüllt wurden.

### *Auslagen*

Die dem Fonds aufgrund oder im Zusammenhang mit dieser Urkunde entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare oder Auslagen werden auf Euro einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) geschätzt.

### *Beschlüsse der Aktionäre*

Der Gründungsaktionär und der General Partner, welche gemeinsam das gesamte Fondskapital repräsentieren und welche auf eine formelle Einberufung verzichten, haben folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz des Fonds ist in 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird mit sofortiger Wirkung und für eine unbestimmte Dauer als Geschäftsführer des Fonds ernannt:

Die UBS Global Private Equity GP S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 190.536, mit Gesellschaftssitz in 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg und einem Stammkapital in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500).

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen wurde, welcher dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat die Bevollmächtigte diese Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: M. MIELCAREK, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 08 mars 2016. Relation: 1/LAC/2016/7638. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den 14. März 2016.

Référence de publication: 2016079814/718.

(160045358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

### **Tribu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 3.707.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 204.600.

### — STATUTES

In the year two thousand and sixteen, the eighth day of March, before us, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Mr. Pascal Bernard, born on October 28, 1970 at Lons-le-Saunier (France) and residing at 7 Chemin des Bois, 39270 Plaisia (France) (the Sole Shareholder)

hereby represented by Peggy Simon, employee, residing professionally in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a proxy,

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party has requested the undersigned notary to record the following:

I. The Sole Shareholder is the owner of Tribu SAS, a company incorporated and organized under the laws of France, having its registered office at 7 Chemin des Bois, 39270 Plaisia (France), registered with the Lons-le-Saunier register of commerce and companies under number 505.064.683 RCS Lons-le-Saunier (the Company);

II. that thirty-seven thousand seventy-five (37,075) shares of the Company, representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this meeting (the Meeting) which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

III. that by a resolution of the Sole Shareholder of the Company validly adopted in France, on February 16, 2016, the Company resolved to transfer its registered office, place of central administration, principal establishment and place of effective management from France to the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance and hence to adopt Luxembourg nationality and to submit the Company to Luxembourg law. All formalities required under the laws of France to give effect to that resolution have been or will be duly performed;

IV. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Transfer of the registered office, principal establishment and place of effective management of the Company from Plaisia, France to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as from the date of the present notarial deed, without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance;

2. Adoption by the Company of the legal form of a private limited liability Company (société à responsabilité limitée) with the name Tribu S.à r.l and acceptance of the Luxembourg nationality arising from the transfer of registered office, principal establishment and place of effective management of the Company to the city of Luxembourg;

3. Approval of the Company's accounts in France dated February 29, 2016 and confirmation of the description and consistency of all the assets and liabilities of the Company and of the paid-up issued share capital of the Company;

4. Amendment and complete restatement of the Company's articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, as a consequence of the Company becoming a Luxembourg law governed company subject to the Luxembourg company act, having a share capital of three million seven hundred seven thousand five hundred euro (EUR 3.707.500) divided into thirty-seven thousand seventy-five (37,075) shares, with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each;

5. Acknowledgment of the resignation of the current director and discharge; and appointment of the new managers for an unlimited duration;

6. acknowledgement of the end of the mandate of the current statutory auditors (commissaire aux comptes) of the Company;

7. Establishment of registered office, principal establishment and place of effective management of the Company at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg; and

8. Miscellaneous.

V. That the Meeting has taken the following resolutions:

#### *First resolution*

The Meeting resolves to change the nationality of the Company from a French company to a Luxembourg company and to transfer the registered office, principal establishment and place of effective management of the Company from Plaisia, France to Luxembourg city, the Grand Duchy of Luxembourg with immediate effect, without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance. The Meeting further declares that all formalities required under the laws of France to give effect to such transfer have been or will be duly performed.

#### *Second resolution*

The Meeting acknowledges that the Company has become a Luxembourg company and will as from the date of the present deed be subject to the laws of Grand Duchy of Luxembourg. The Company resolves to adopt the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name Tribu S.à r.l.

#### *Third resolution*

The Meeting approves the Company's accounts as at February 29, 2016.

The Meeting records that the description and consistency of all the assets and liabilities of the Company and of the paid-up issued share capital of the Company results from the aforementioned accounts.

The Meeting states that all the assets and liabilities of the Company, without limitation, remain the ownership in the entirety of the Company, which continues to own all its assets and continues to be obliged by all its liabilities and commitments.

The Meeting states that the net asset value of the Company estimated to be twenty-four million nine hundred eighty five thousand eight hundred ninety-one euro (EUR 24,985,891) is at least equal to the value of the share capital of the Company,



being three million seven hundred seven thousand five hundred euro (EUR 3.707.500) divided into thirty-seven thousand seventy-five (37,075) shares, with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each.

#### *Fourth resolution*

As a result of the preceding resolutions, the Meeting resolves to amend and completely restate the articles of association of the Company so as to conform them to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

The restated articles of association of the Company shall read as follows:

### **I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is “Tribu S.à.r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1. The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

#### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations, the animation and management of such group companies and to that end, the assistance in the strategic, administrative, commercial, financial, legal fields, marketing and other, to all companies and subsidiaries that the Company will assist as counsel or provider. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

### **II. Capital - Shares**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at three million seven hundred seven thousand five hundred euro (EUR 3.707.500), represented by thirty-seven thousand seventy-five (37,075) shares, with a par value of one hundred euro (EUR 100) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

### III. Management - Representation

#### Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

**Art. 8. Board of managers.** If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

#### 8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

#### 8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

#### 8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager and any class B manager

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

**Art. 9. Sole manager.** If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

**Art. 10. Liability of the managers.** The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

#### IV. Shareholder(s)

##### **Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.**

###### 11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

###### 11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board.

The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

##### **Art. 12. Sole shareholder.** When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

#### V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

##### **Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved within six (6) months following the end of the relevant financial year.

##### **Art. 14. Auditors.**

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The statutory auditors (commissaires) are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

### **Art. 15. Allocation of profits.**

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

### **VII. General provisions**

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

#### *Allocation of shares*

Following the transfer of the registered office, principal establishment and place of effective management of the Company from France to Luxembourg and the subsequent change of nationality, the number of shares representing the share capital of the Company remains the same. This will not result in any change in the shareholding of the Company, which shall be as follows:

The Sole Shareholder shall receive thirty-seven thousand seventy-five (37,075) shares, with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each.

#### *Fifth resolution*

The Meeting acknowledges the end of the mandate of Mr. Pascal Bernard, president of the Company with effect as of the date hereof and to appoint, with effect as of the date hereof, as A manager of the Company for an unlimited duration:

- Pascal Bernard, born on October 28, 1970 at Lons-le-Saunier (France) and residing at 7 Chemin des Bois, 39270 Plaisia (France); and

and as B manager of the Company for an unlimited duration:

- Sandrine Bisaro, born on June 28, 1969 in Metz (France) and having her professional address at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Sixth resolution*

The Meeting acknowledges the end of the mandate of Altesis and Fiduciaire Centrex, statutory auditors (commissaire aux comptes titulaire) of the Company and of Mr. Jean-Philippe Reffay and Mr. David Humbert, deputy auditors (commissaire aux comptes suppléant), with effect as of the date hereof.

#### *Seventh resolution*

The Meeting resolves to establish the registered office, place of central administration, principal establishment and place of effective management of the Company at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Estimated costs*

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately three thousand three hundred Euro (EUR 3.300.-).

#### *Declaration*

The undersigned notary, who speaks and reads English, states herewith that upon request of the above-appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version, and in case of any conflict in meaning between the English and the French text, the French version shall prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said appearing person signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le huitième jour du mois de mars, par devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

M. Pascal Bernard, né le 28 octobre 1970 à Lons-le-Saunier (France) ayant son adresse à 7 chemin des Bois, 39270 Plaisia (France) (l'Associé Unique)

représentée par Peggy Simon, employée, de résidence professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration,

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

La partie comparante a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que l'Associé Unique détient Tribu SAS, une société constituée et enregistrée selon les lois de France, ayant son siège social à 7 chemin des Bois, 39270 Plaisia (France), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lons-le-Saunier sous le numéro 505.064.683 RCS Lons-le-Saunier (la Société);

II. que trente-sept mille soixante-quinze (37.075) actions de la Société, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à la présente assemblée (l'Assemblée), qui est par conséquent régulièrement constituée et qui peut délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour, reproduits ci-après;

III. que par une décision de l'Associé Unique de la Société valablement adoptée en France le 16 février 2016, la Société a décidé de transférer son siège social, son administration centrale, son principal établissement et de son lieu de direction effective de France au Grand-Duché de Luxembourg, à Luxembourg-ville, sans que la Société ne soit dissoute mais au contraire avec une pleine continuité de sa personnalité morale et juridique et par conséquent d'adopter la nationalité luxembourgeoise et de soumettre la société au droit luxembourgeois. Toutes les formalités requises sous la législation française pour donner effet à cette résolution ont été ou vont être dûment accomplies.

IV. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Transfert du siège social, du principal établissement et du lieu de direction effective de la Société de Plaisia, France, à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg avec effet à la date du présent acte notarié, sans dissolution de la Société mais avec pleine continuation de sa personnalité juridique et morale;

2. Adoption par la Société de la forme légale d'une société à responsabilité limitée sous le nom Tribu S.à r.l. et acceptation de la nationalité luxembourgeoise découlant du transfert de son siège social, du principal établissement et lieu de gestion effective de la Société à Luxembourg-Ville;

3. Approbation des comptes de la Société en France au 29 février 2016, et confirmation de la description et de la consistance de tous les actifs et passifs de la Société ainsi que du capital social émis et libéré de la Société;

4. Modification et reformulation complète des statuts de la Société afin de les adapter aux lois luxembourgeoises, comme conséquence de la Société qui devient une société régie par le droit luxembourgeois soumise à la loi luxembourgeoise sur

les sociétés, disposant d'un capital social de trois millions sept cent sept mille cinq cents euros (EUR 3.707.500) divisé en trente-sept mille soixante-quinze (37.075) parts sociales, ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune;

5. Prise d'acte de la démission du président actuel et décharge; et nomination de nouveaux gérants pour une durée indéterminée;

6. Constatation de la cessation des fonctions des commissaires aux comptes actuels de la Société;

7. Etablissement du siège social, du principal établissement et du lieu de gestion effective de la Société à 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

8. Divers

V. Que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide de changer la nationalité de la Société d'une société française à une société luxembourgeoise et de transférer ensemble le siège social, le principal établissement et lieu de direction effective de la Société de Plaisia, France à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat sans dissolution de la Société mais avec pleine continuation de sa personnalité juridique et morale. L'Assemblée déclare en outre que toutes les formalités requises selon les lois françaises afin de donner effet à un tel transfert ont été remplies de manière conforme.

#### *Seconde résolution*

L'Assemblée prend acte que la Société est devenue une société luxembourgeoise et sera à dater du présent acte soumise aux lois du Grand-Duché de Luxembourg. La Société décide d'adopter la forme d'une société à responsabilité limitée sous le nom Tribu S.à.r.l.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée approuve les comptes de la Société au 29 février 2016.

L'Assemblée enregistre que la description et la cohérence de tous les actifs et passifs de la Société et du capital social émis libéré de la Société résultent du bilan susmentionné.

L'Assemblée déclare que tous les actifs et passifs de la Société, sans limitation, demeurent la propriété intégrale de la Société, qui possède toujours tous ses actifs et est toujours tenue par ses passifs et engagements.

L'Assemblée déclare que la valeur des capitaux propres de la Société étant estimé à vingt-quatre millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille huit cent quatre-vingt-onze euros (EUR 24.985.891) est au moins égale au total du capital social émis de la Société, soit trois millions sept cent sept mille cinq cents euros (EUR 3.707.500) divisé en trente-sept mille soixante-quinze (37.075) actions, ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

#### *Quatrième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée décide de modifier et de reformuler complètement les statuts de la Société pour les mettre en conformité avec les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

Les Statuts de la Société se liront comme suit dans leur version française:

### **I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "Tribu S.à.r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations, l'animation et la gestion desdites sociétés et de son groupe et, à cette fin, l'assistance dans les domaines stratégique, administratif, commercial, financier, juridique, du marketing et autres, à toutes sociétés et filiales auxquelles la société apportera son concours en particulier en qualité et de conseil de prestataire. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière

tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à trois millions sept cent sept mille cinq cents euros (EUR 3.707.500) représenté par trente-sept mille soixante-quinze (37.075) parts sociales, ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition ou:

- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

## **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 7. Nomination et révocation des gérants.**

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

**Art. 8. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de différentes catégories, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

##### **8.1. Pouvoirs du conseil de gérance**

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

##### **8.2. Procédure**

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à condition que si les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B votent en faveur de la décision. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

### 8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

**Art. 9. Gérant unique.** Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

**Art. 10. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## IV. Associé(s)

### Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

#### 11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

#### 11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.



(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

**Art. 12. Associé unique.** Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

- (i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;
- (ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et
- (iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

## V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

**Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.**

13.1. L'exercice social commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question.

**Art. 14. Commissaires / réviseurs d'entreprises.**

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

**Art. 15. Affectation des bénéfices.**

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et
- (iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

## VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

### *Affectation des parts sociales*

Suite au transfert du siège social, du principal établissement et du lieu de gestion effective de la Société de la France au Luxembourg et au changement subséquent de nationalité, le nombre de parts sociales représentant le capital social de la Société reste le même. Il n'y aura aucun changement dans la participation de la Société, qui sera la suivante:

L'Associé Unique recevra trente-sept mille soixante-quinze (37.075) parts sociales, ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

### *Cinquième résolution*

L'Assemblée prend acte de la fin du mandat de M. Pascal Bernard, président de la Société avec effet à compter de ce jour et décide de nommer, avec effet à compter de ce jour, en tant que gérant A de la Société pour une durée indéterminée:

- Pascal Bernard, né le 28 octobre 1970 à Lons-le-Saunier (France) ayant son adresse à 7 chemin des Bois, 39270 Plaisia (France); et

en tant que gérant B de la Société pour une durée indéterminée:

- Sandrine Bisaro, née le 28 juin 1969 à Metz (France) et demeurant professionnellement au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

### *Sixième résolution*

L'Assemblée constate la cessation des fonctions de Altesis et Fiduciaire Centrex, commissaires aux comptes titulaires de la Société et de M. Jean-Philippe Reffay et M. David Humbert, commissaires aux comptes suppléants de la Société, avec effet à compter de ce jour.

### *Septième résolution*

L'Assemblée décide d'établir le siège social, le principal établissement et lieu de gestion effective de la Société à 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, sont approximativement estimés à la somme de trois mille trois cents Euros (EUR 3.300.-).

### *Déclaration*

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, certifie par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte a été créé en anglais suivi d'une traduction française, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version française prévaudra.

Dont acte, fait et passé date qu'en tête des présentes à Echternach.

Le document ayant été lu à la personne comparante, ladite personne comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 mars 2016. Relation: GAC/2016/1897. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur* (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 15 mars 2016.

Référence de publication: 2016079794/608.

(160045619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**Syniverse Europe Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 18.000,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 166.309.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty ninth day of February.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg

**THERE APPEARED:**

Syniverse Europe Finance Holdings S.à r.l, a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, and being registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 166.291,

here represented by Me Juliette Feitler, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given on February 16, 2016.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Syniverse Europe Finance S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 166.309, having a share capital of eighteen thousand Euros (EUR 18,000.-), incorporated pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 30 December 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°568 on 3 March 2012.

The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of the Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 7 June 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°2102 on 29 August 2013.

The appearing party, represented as stated above, represents the whole share capital and may validly decide to take decisions on the following items of the agenda:

*Agenda*

1. Approval of the change of the registered office of the Company to 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern with immediate effect.

2. Subsequent amendment of article two point 1 (2.1) of the articles of association of the Company so as to read as follows:

“**2.1.** The registered office of the Company is established in Contern, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.”

3. Acceptance of the resignations of Mrs. Laura Binion and Mr. David Hitchcock as class A managers of the Company, and of Mr. Noel McCormack and Mr. Mathieu Gangloff as class B managers of the Company with immediate effect.

4. Appointment of Mrs. Laura Binion and Mr. Thomas Ford as managers of the Company with immediate effect.

5. Amendment of article four (4) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“**4. Duration.**

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

4.3 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.”

6. Amendment of article eight (8) of the articles of association of the Company by adding a paragraph 8.4 below the paragraph 8.3 that shall read as follows:

“**8.4.** The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to one or more managers, officers or other agents, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.”

7. Amendment of article nine (9) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

**“ 9. Procedure.**

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager or, as the case may be, by any Class A manager acting jointly with any Class B manager, at the registered office of the Company or at any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 The notice period may be waived by the consent in writing, whether in original, or in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, of each member of the board of managers of the Company or if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers. In the event the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the board of managers may deliberate or act validly only if at least one (1) Class A manager and one (1) Class B manager is present or represented at the meeting. Resolutions of the board of managers are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that, if the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, at least one Class A manager and one Class B manager (in each case, whether in person or by proxy) votes in favour of the resolution. The chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

9.6 The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by any manager of the Company. Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

9.7 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.8 When expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.”

8. Amendment of article ten (10) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

**“ 10. Representation.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of (i) any two managers of the Company, or if the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, by the joint signatures of one (1) Class A manager and one (1) Class B manager, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 and 8.3 of these Articles.”

9. Amendment of article thirteen point two (13.2) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

**“ 13.2.** Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.”

10. Amendment of article fifteen (15) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

**“ 15. Allocation of profits.**

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised either since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves, including share premium, but decreased by losses carried forward or, where the distribution is to be made during the first financial year of the Company, since the date of incorporation of the Company but, in either case, decreased by sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

15.4 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these Articles.”

#### 11. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Shareholder takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

##### *First resolution*

The Sole Shareholder resolves to change the registered office of the Company to 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern with immediate effect.

##### *Second resolution*

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article two point one (2.1) of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

##### *Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to accept the resignations of (i) Mrs. Laura Binion and Mr. David Hitchcock as class A managers of the Company, and of Mr. Mathieu Gangloff as class B manager of the Company with immediate effect and of (ii) Mr. Noel McCormack as class B manager of the Company on 30 November 2015 and to grant them full and entire discharge for the performance of their mandate until today.

##### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint, with immediate effect, the following persons as new managers of the Company:

- Mrs. Laura Binion, born on 3 December 1956 in Georgia (USA), residing professionally at 8125, Highwoods Palm Way, USA - FL 33647 Tampa, USA; and

- Mr. Thomas Ford, born on 30 October 1968 in Haslemere (England), residing professionally at 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg.

The term of office of these managers shall end at the annual general meeting of the shareholders of the Company convened to approve the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2016.

##### *Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article four (4) of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

##### *Sixth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article eight (8) of the articles of association of the Company by adding a paragraph 8.4 below the paragraph 8.3 that shall read as set out in the agenda of the present deed.

##### *Seventh resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article nine (9) of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

##### *Eighth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article ten (10) of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

##### *Ninth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article thirteen point two (13.2) of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

##### *Tenth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article fifteen (15) of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

### *Costs and Expenses*

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille seize, le vingt-neuvième jour du mois de février,  
par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

Syniverse Europe Finance Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 166.291,

représentée par Maître Juliette Feitler, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg,  
en vertu d'une procuration signée sous seing privé, en date du 16 février 2016.

La procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été paraphée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associée unique (l'«Associé Unique») de Syniverse Europe Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 166.309 (la «Société»), ayant un capital social de dix-huit mille euros (EUR 18,000.-), constituée selon acte reçu le 30 décembre 2011 par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 3 mars 2012 sous le numéro 568. Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte reçu le 7 juin 2013 par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 29 août 2013 sous le numéro 2102.

La comparante, représentée comme mentionné ci-dessus, représente l'intégralité du capital social de la Société, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Approbation du transfert de siège social de la Société au 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, avec effet immédiat.
2. Modification de l'article deux point un (2.1) des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **2.1.** Le siège social est établi à Contern, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.»

3. Acceptation des démissions de Mme Laura Binion et de M. David Hitchcock en tant que gérants de classe A de la Société et de M. Noel McCormack et M. Mathieu Gangloff en tant que gérants de classe B de la Société avec effet immédiat.

4. Nominations de Mme Laura Binion et de M. Thomas Ford comme gérants de la Société avec effet immédiat.

5. Modification de l'article quatre (4) des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

#### **« 4. Durée.**

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 Elle pourra être dissoute à tout moment avec ou sans cause par une décision de l'Assemblée générale des associés adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'un ou plusieurs associés.»

6. Modification de l'article huit (8) des statuts de la Société par ajout d'un paragraphe huit point quatre (8.4) au-dessous du paragraphe huit point trois (8.3), qui aura la teneur suivante:

«Le conseil de gérance peut déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la Société pour de telles affaires à un ou plusieurs directeurs, gérants ou autres agents, agissant individuellement ou collectivement. Leur nomination, destitution et pouvoirs doivent être déterminés par une résolution du conseil de gérance.»

7. Modification de l'article neuf (9) des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

**« 9. Procédure.**

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants ou, le cas échéant, sur convocation d'un gérant de Classe A agissant conjointement avec un gérant de Classe B au siège social de la Société ou dans tout autre endroit situé au Grand-Duché du Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 Il peut être renoncé à la période de convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, ou par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire, ou si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour ou dans le cas de résolutions approuvées par écrit et signées par tous les membres du conseil de gérance. Aucune convocation préalable ne sera requise pour une réunion du conseil d'administration qui se tiendra à un moment et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance, communiquée à tous les gérants.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant un autre gérant comme son mandataire soit par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance. Dans l'hypothèse où le(s) associé(s) a(ont) nommé un ou plusieurs gérant(s) de Classe A et un ou plusieurs gérant(s) de Classe B, le conseil de gérance pourra agir et délibérer valablement si au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B est présent ou représenté. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix à la condition que, si l'associé unique ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B (à chaque fois soit en personne soit par procuration) votent en faveur de la résolution. Le Président ne dispose pas d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante.

9.6 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant ou en son absence par le président pro tempore, et le secrétaire (le cas échéant). Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, qui pourront être produits en justice ou autre seront le cas échéant signés par tout gérant. Les décisions du gérant unique qui seront retranscrites dans des procès-verbaux seront signées par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

9.7 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.8 En exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie. La date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.»

8. Modification de l'article dix (10) des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

**« 10. Représentation.**

10.1 La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe (i) de deux gérants de la Société, ou si le ou les associé(s) ont nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, par la signature conjointe de (i) un (1) gérant de Classe A et un (1) gérant de Classe B, ou (ii) par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2 et 8.3 des Statuts.»

9. Modification de l'article treize point deux (13.2) des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

**« 13.2.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même ordre du jour et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis quelle que soit la portion du capital représentée.»

10. Modification de l'article quinze (15) des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

**« 15. Affectation des bénéfices.**

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des dividendes intérimaires sur la base d'un état comptable préparé par les gérants dont il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, comprenant la prime d'émission, mais diminué des pertes reportées ou, lorsque la distribution a lieu lors du premier exercice social de la Société, depuis la date de constitution de la Société mais, dans tous les cas, diminué des sommes à allouer à la réserve légale établie en fonction de la loi ou des présents statuts.

15.4 Toute prime d'émission, prime assimilée ou autres réserves distribuables pourra librement être distribuée aux associés sous réserve des dispositions de la Loi et des Statuts de la Société.»

## 11. Divers

Après avoir dûment examiné chaque point de l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte, et requiert le notaire d'acter, les résolutions suivantes:

### *Première résolution*

L'Associé Unique approuve le transfert de siège social de la Société au 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, avec effet immédiat.

### *Seconde résolution*

En conséquence de la résolution précédente, l'Associé Unique approuve la modification de l'article deux point un (2.1) des statuts de la Société, lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

### *Troisième résolution*

L'Associé Unique accepte les démissions de (i) Mme Laura Binion et de M. David Hitchcock en tant que gérants de classe A de la Société et de M. Mathieu Gangloff en tant que gérant de classe B de la Société avec effet immédiat et de (ii) M. Noel McCormack en tant que gérant de classe B de la Société le 30 novembre 2015 et leur accorde pleine et entière décharge pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique nomme avec effet immédiat les personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de la Société:

- Mme Laura Binion, née le 3 décembre 1956 en Georgia (Etats-Unis), résidant professionnellement au 8125, Highwoods Palm Way, USA - FL 33647 Tampa, USA; et

- M. Thomas Ford, né le 30 octobre 1968 à Haslemere (Angleterre), résidant professionnellement au 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand-Duché du Luxembourg.

Leur mandat viendra à échéance à l'assemblée générale annuelle des associés de la Société convoquée en vue de l'approbation des comptes annuels relatifs à l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2016.

### *Cinquième résolution*

L'Associé Unique approuve la modification de l'article quatre (4) des statuts de la Société, lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

### *Sixième résolution*

L'Associé Unique approuve la modification de l'article huit (8) des statuts de la Société en ajoutant un paragraphe huit point quatre (8.4) à la suite du paragraphe huit point trois (8.3), lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

### *Septième résolution*

L'Associé Unique approuve la modification de l'article neuf (9) des statuts de la Société, lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

### *Huitième résolution*

L'Associé Unique approuve la modification de l'article dix (10) des statuts de la Société, lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

### *Neuvième résolution*

L'Associé Unique approuve la modification de l'article treize point deux (13.2) des statuts de la Société, lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

### *Dixième résolution*

L'Associé Unique approuve la modification de l'article quinze (15) des statuts de la Société, lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.



*Frais et dépenses*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges incombant à la Société suite à cet acte sont estimés à mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante, en cas de divergence entre les deux versions, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connus du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: J. Feitler, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 3 mars 2016. GAC/2016/1675. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

*Le Receveur ff.* (signé): N. DIEDERICH.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 14 mars 2016.

Référence de publication: 2016080449/339.

(160046403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

**Syniverse Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5326 Contern, 15, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 177.979.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty ninth day of February.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Syniverse Luxembourg SCS, a company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, and being registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 178.019,

here represented by Me Juliette Feitler, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given on February 24, 2016.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Syniverse Luxembourg Holdings 1 S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 177.979, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), incorporated pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 5 June 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1874 on 2 August 2013.

The articles of association have not been amended since.

The appearing party, represented as stated above, represents the whole share capital and may validly decide to take decisions on the following items of the agenda:

*Agenda*

1. Approval of the change of the registered office of the Company to 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern with immediate effect.

2. Subsequent amendment of article two point 1 (2.1) of the articles of association of the Company so as to read as follows:

“2.1. The registered office of the Company is established in Contern, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.”

3. Acceptance of the resignations of Mrs. Laura Binion and Mr. David Hitchcock as class A managers of the Company, and of Mr. Noel McCormack and Mr. Mathieu Gangloff as class B managers of the Company with immediate effect.

4. Appointment of Mrs. Laura Binion and Mr. Thomas Ford as managers of the Company with immediate effect.

5. Amendment of article four (4) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

**“ 4. Duration.**

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

4.3 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.”

6. Amendment of article eight (8) of the articles of association of the Company by adding a paragraph 8.4 below the paragraph 8.3 that shall read as follows:

**“ 8.4.** The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to one or more managers, officers or other agents, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.”

7. Amendment of article nine (9) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

**“ 9. Procedure.**

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager or, as the case may be, by any Class A manager acting jointly with any Class B manager, at the registered office of the Company or at any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 The notice period may be waived by the consent in writing, whether in original, or in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, of each member of the board of managers of the Company or if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers. In the event the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the board of managers may deliberate or act validly only if at least one (1) Class A manager and one (1) Class B manager is present or represented at the meeting. Resolutions of the board of managers are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that, if the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, at least one Class A manager and one Class B manager (in each case, whether in person or by proxy) votes in favour of the resolution. The chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

9.6 The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by any manager of the Company. Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

9.7 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.8 When expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.”

8. Amendment of article ten (10) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

**“ 10. Representation.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of (i) any two managers of the Company, or if the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, by the joint signatures of one (1) Class A manager and one (1) Class B manager, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 and 8.3 of these Articles.”

9. Amendment of article thirteen point two (13.2) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ **13.2.** Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.”

10. Amendment of article fifteen (15) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ **15. Allocation of profits.**

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised either since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves, including share premium, but decreased by losses carried forward or, where the distribution is to be made during the first financial year of the Company, since the date of incorporation of the Company but, in either case, decreased by sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

15.4 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these Articles.”

11. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Shareholder takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to change the registered office of the Company to 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern with immediate effect.

*Second resolution*

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article two point one (2.1) of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

*Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to accept the resignations of (i) Mrs. Laura Binion and Mr. David Hitchcock as class A managers of the Company, and of Mr. Mathieu Gangloff as class B manager of the Company with immediate effect and of (ii) Mr. Noel McCormack as class B manager of the Company on 30 November 2015 and to grant them full and entire discharge for the performance of their mandate until today.

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint, with immediate effect, the following persons as new managers of the Company:

- Mrs. Laura Binion, born on 3 December 1956 in Georgia (USA), residing professionally at 8125, Highwoods Palm Way, USA - FL 33647 Tampa, USA; and

- Mr. Thomas Ford, born on 30 October 1968 in Haslemere (England), residing professionally at 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg.

The term of office of these managers shall end at the annual general meeting of the shareholders of the Company convened to approve the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2016.

*Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article four (4) of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

*Sixth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article eight (8) of the articles of association of the Company by adding a paragraph 8.4 below the paragraph 8.3 that shall read as set out in the agenda of the present deed.

#### *Seventh resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article nine (9) of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

#### *Eighth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article ten (10) of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

#### *Ninth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article thirteen point two (13.2) of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

#### *Tenth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article fifteen (15) of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

#### *Costs and Expenses*

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille seize, le vingt-neuvième jour du mois de février,  
par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

Syniverse Luxembourg SCS, une société constituée et existant selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 178.019,

représentée par Maître Juliette Feitler, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg,  
en vertu d'une procuration signée sous seing privé, en date du 24 février 2016.

La procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été paraphée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante, est l'associée unique (l'«Associé Unique») de Syniverse Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 177.979 (la «Société»), ayant un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12,500.-), constituée selon acte reçu le 5 juin 2013 par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 2 août 2013 sous le numéro 1874. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

La comparante, représentée comme mentionné ci-dessus, représente l'intégralité du capital social de la Société, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Approbation du transfert de siège social de la Société au 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, avec effet immédiat.
2. Modification de l'article deux point un (2.1) des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **2.1.** Le siège social est établi à Contern, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.»

3. Acceptation des démissions de Mme Laura Binion et de M. David Hitchcock en tant que gérants de classe A de la Société et de M. Noel McCormack et M. Mathieu Gangloff en tant que gérants de classe B de la Société avec effet immédiat.
4. Nominations de Mme Laura Binion et de M. Thomas Ford comme gérants de la Société avec effet immédiat.
5. Modification de l'article quatre (4) des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

**« 4. Durée.**

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 Elle pourra être dissoute à tout moment avec ou sans cause par une décision de l'Assemblée générale des associés adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'un ou plusieurs associés.»

6. Modification de l'article huit (8) des statuts de la Société par ajout d'un paragraphe huit point quatre (8.4) au-dessous du paragraphe huit point trois (8.3), qui aura la teneur suivante:

«Le conseil de gérance peut déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la Société pour de telles affaires à un ou plusieurs directeurs, gérants ou autres agents, agissant individuellement ou collectivement. Leur nomination, destitution et pouvoirs doivent être déterminés par une résolution du conseil de gérance.»

7. Modification de l'article neuf (9) des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

**« 9. Procédure.**

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants ou, le cas échéant, sur convocation d'un gérant de Classe A agissant conjointement avec un gérant de Classe B au siège social de la Société ou dans tout autre endroit situé au Grand-Duché du Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 Il peut être renoncé à la période de convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, ou par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire, ou si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour ou dans le cas de résolutions approuvées par écrit et signées par tous les membres du conseil de gérance. Aucune convocation préalable ne sera requise pour une réunion du conseil d'administration qui se tiendra à un moment et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance, communiquée à tous les gérants.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant un autre gérant comme son mandataire soit par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance. Dans l'hypothèse où le(s) associé(s) a(ont) nommé un ou plusieurs gérant(s) de Classe A et un ou plusieurs gérant(s) de Classe B, le conseil de gérance pourra agir et délibérer valablement si au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B est présent ou représenté. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix à la condition que, si l'associé unique ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B (à chaque fois soit en personne soit par procuration) votent en faveur de la résolution. Le Président ne dispose pas d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante.

9.6 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant ou en son absence par le président pro tempore, et le secrétaire (le cas échéant). Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, qui pourront être produits en justice ou autre seront le cas échéant signés par tout gérant. Les décisions du gérant unique qui seront retranscrites dans des procès-verbaux seront signées par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

9.7 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.8 En exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie. La date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.»

8. Modification de l'article dix (10) des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

**« 10. Représentation.**

10.1 La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe (i) de deux gérants de la Société, ou si le ou les associé(s) ont nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, par la signature conjointe de (i) un (1) gérant de Classe A et un (1) gérant de Classe B, ou (ii) par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2 et 8.3 des Statuts.»

9. Modification de l'article treize point deux (13.2) des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **13.2.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même ordre du jour et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis quelle que soit la portion du capital représentée.»

10. Modification de l'article quinze (15) des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **15. Affectation des bénéfices.**

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des dividendes intérimaires sur la base d'un état comptable préparé par les gérants dont il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, comprenant la prime d'émission, mais diminué des pertes reportées ou, lorsque la distribution a lieu lors du premier exercice social de la Société, depuis la date de constitution de la Société mais, dans tous les cas, diminué des sommes à allouer à la réserve légale établie en fonction de la loi ou des présents statuts.

15.4 Toute prime d'émission, prime assimilée ou autres réserves distribuables pourra librement être distribuée aux associés sous réserve des dispositions de la Loi et des Statuts de la Société.»

11. Divers

Après avoir dûment examiné chaque point de l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte, et requiert le notaire d'acter, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique approuve le transfert de siège social de la Société au 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, avec effet immédiat.

*Seconde résolution*

En conséquence de la résolution précédente, l'Associé Unique approuve la modification de l'article deux point un (2.1) des statuts de la Société, lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

*Troisième résolution*

L'Associé Unique accepte les démissions de (i) Mme Laura Binion et de M. David Hitchcock en tant que gérants de classe A de la Société et de M. Mathieu Gangloff en tant que gérant de classe B de la Société avec effet immédiat et de (ii) M. Noel McCormack en tant que gérant de classe B de la Société le 30 novembre 2015 et leur accorde pleine et entière décharge pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

*Quatrième résolution*

L'Associé Unique nomme avec effet immédiat les personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de la Société:

- Mme Laura Binion, née le 3 décembre 1956 en Georgia (Etats-Unis), résidant professionnellement au 8125, Highwoods Palm Way, USA - FL 33647 Tampa, USA; et

- M. Thomas Ford, né le 30 octobre 1968 à Haslemere (Angleterre), résidant professionnellement au 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand-Duché du Luxembourg.

- Leur mandat viendra à échéance à l'assemblée générale annuelle des associés de la Société convoquée en vue de l'approbation des comptes annuels relatifs à l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2016.

*Cinquième résolution*

L'Associé Unique approuve la modification de l'article quatre (4) des statuts de la Société, lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

*Sixième résolution*

L'Associé Unique approuve la modification de l'article huit (8) des statuts de la Société en ajoutant un paragraphe huit point quatre (8.4) à la suite du paragraphe huit point trois (8.3), lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

*Septième résolution*

L'Associé Unique approuve la modification de l'article neuf (9) des statuts de la Société, lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

*Huitième résolution*

L'Associé Unique approuve la modification de l'article dix (10) des statuts de la Société, lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

*Neuvième résolution*

L'Associé Unique approuve la modification de l'article treize point deux (13.2) des statuts de la Société, lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

*Dixième résolution*

L'Associé Unique approuve la modification de l'article quinze (15) des statuts de la Société, lequel aura désormais la même teneur que celle indiquée dans l'ordre du jour du présent acte.

*Frais et dépenses*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges incombant à la Société suite à cet acte sont estimés à mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante, en cas de divergence entre les deux versions, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connus du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: J. Feitler, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 3 mars 2016. GAC/2016/1677. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

*Le Receveur ff.* (signé): N. DIEDERICH.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 16 mars 2016.

Référence de publication: 2016080450/334.

(160046457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

**LD Export S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9990 Weiswampach, 38, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 180.785.

L'an deux mil seize, le vingt-trois mars.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire résidant à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

Monsieur François-Xavier DEPIREUX, né le 14 juin 1981 à Verviers (Belgique), demeurant au 210 Rue Jehoster, B - 4910 La Reid (Belgique), et

Madame Laetitia POTI, née le 30 janvier 1977 à Liège, Belgique, demeurant au 210 Rue Jehoster, B - 4910 La Reid (Belgique), ici représentée par Monsieur François-Xavier DEPIREUX, précité, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Theux le 21 mars 2016.

Ladite procuration, après signature ne varietur par la personne comparante es qualités qu'elle agit et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, la première présente et la deuxième représentée comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

- que Monsieur François-Xavier DEPIREUX et Madame Laetitia POTI, précités sont les seuls associés actuels (les «Associés») de LD EXPORT S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2 rue Pletzer, L - 8080 Bertrange, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180785 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 3 octobre 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2955 du 22 novembre 2013;

- que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, entièrement libérées; et

- que l'agenda est comme suit:

- transférer le siège social de la Société du 2 rue Pletzer, L - 8080 Bertrange au 38 Duarrefstrooss L - 9990 Weiswampach, avec effet immédiat.

- modifier en conséquence l'article 2 des statuts de la Société qui se lira comme suit:

« **Art. 2.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Weiswampach, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.»

Ensuite, les Associés, représentant l'intégralité du capital, ont requis à l'unanimité le notaire soussigné de constater les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

Les Associés décident de transférer le siège social de la Société du 2 rue Pletzer, L - 8080 Bertrange au 38 Duarrefstrooss L - 9990 Weiswampach, avec effet immédiat.

*Deuxième résolution:*

Les Associés décident de modifier en conséquence l'article 2 des statuts de la Société qui se lira comme suit:

« **Art. 2.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Weiswampach, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.»

*Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille euros (EUR 1.000).

*Pouvoirs*

La personne comparante es qualité qu'elle agit donne par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de rectification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, même date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la personne comparante es qualités qu'elle agit connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état civil et résidence, cette personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Laetitia Poti, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 24 mars 2016. 1LAC/2016/9907. Reçu 75.-€.

*Le Receveur* (signé): Paul Molling.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 30 mars 2016.

Référence de publication: 2016087253/61.

(160054884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

---

**Main S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 140.736.

*Extrait des résolutions des actionnaires de la Société en date du 1<sup>er</sup> avril 2016*

Les actionnaires de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Richard Douglas Edwards en tant que Gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016;
- d'accepter la démission de Paul Lawrence en tant que Gérant de la Société avec effet au 4 avril 2016;
- de nommer Benjamin Koch, né le 25 mars 1977 à Marburg, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au Jahnstraße 54-64, 63150 Heusenstamm, Allemagne en tant que Gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016 et ce pour une durée illimitée;
- de nommer Stephen Osmont, né le 14 mai 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 1<sup>er</sup> étage, Centre Descartes, 287-289 Route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, en tant que Gérant de la Société avec effet au 4 avril 2016 et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 avril 2016.

Référence de publication: 2016090236/20.

(160058960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

---